



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 06 du 11 mars 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 11 mars 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	263
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	263
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES.....	263
Arrêté SGAR n° 2013-67 en date du 28 février 2013 concernant l'organisation d'élections pour la désignation des membres de la Chambre Régionale d'Agriculture.....	263
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	263
CABINET.....	263
Service interministériel de défense et de protection civile.....	263
Arrêté N° 7/2013/SIDPC du 1er mars 2013 concernant la liste des usagers relevant du service prioritaire à l'électricité.....	263
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	272
Bureau des usagers de la route.....	272
Arrêté du 1er mars 2013 portant modification de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise.....	272
Arrêté du 1er mars 2013 portant nomination de membres de jury de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi - session 2013.....	272
Bureau des étrangers.....	273
Arrêté du 22 février 2013 portant agrément de l'association « CIMADE 54 » pour la domiciliation postale des ressortissants étrangers.....	273
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	273
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	273
Arrêté interpréfectoral du 8 mars 2013 (Meurthe-et-Moselle/Meuse) autorisant l'adhésion des communes d'Haucourt-Moulaine et de Pierrepont au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers ainsi que le retrait de la communauté de communes du pays de MONTMEDY représentant la commune de VELOSNE (Meuse) du même syndicat.....	273
Bureau des procédures environnementales.....	274
Arrêté n° 1025 du 26 février 2013 donnant acte à la société RHODIA CHIMIE de l'arrêt définitif des travaux miniers constitués par les puits d'exploitation du sel par dissolution dénommés PSP1 à PSOP10 de la concession de mines de sel gemme et sources salées du Pont-de-Saint-Phlin sur les communes de ART-SUR-MEURTHE ET LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY.....	274
Arrêté du 27 février 2013 déclarant cessible la parcelle cadastrée section A79, lieu-dit « Les Rouges Terres », nécessaire à la construction d'une unité de traitement des eaux usées domestiques sur le territoire et au profit de la commune de HOUELMONT.....	276
Arrêté N° 54-2011-00165 du 5 mars 2013 autorisant Voies Navigables de France à entreprendre les travaux de maintenance des barrages de la Moselle.....	276
Arrêté de cessibilité du 7 mars 2013 en vue de l'expropriation de parcelles nécessaires à la réalisation du programme de protection contre les inondations, de restauration, protection et valorisation des milieux aquatiques du Chaufontaine et de ses affluents.....	280
Arrêté du 8 mars 2013 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation d'un parking et d'un espace de services à Cerville.....	280
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	281
Bureau de l'interministérielle.....	281
Arrêté n° 13.BI.02 du 8 mars 2013 accordant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.....	281
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	281
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	281
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	281
Arrêté n° 2013-0202 en date du 4 mars 2013 portant renouvellement d'agrément régional des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.....	281
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	281
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	281
Décision administrative conjointe du 1er janvier 2013 des inspectrices et inspecteurs du travail donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité.....	281
Décision du 1er mars 2013 relative à l'organisation des sections d'inspection du travail dans le département de Meurthe-et-Moselle et à l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail.....	283
Décision d'agrément du 1er mars 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association D'IDEES à NANCY.....	292
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	293
RESSOURCES MILIEUX NATURELS.....	293
Arrêté N° 2013-DREAL-RMN-92 du 6 mars 2013 autorisant à déroger aux interdictions de capture temporaire avec relâcher sur place, mutilation par prélèvements biologiques, transport, détention, utilisation et destruction de spécimens de Salamandre tachetée.....	293
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....	294
Décision du 20 février 2013 portant fermeture définitive d'un débit de tabac à NEUVES-MAISONS (54230) à la date du 1er mars 2013.....	294
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	294
SIP DE LUNEVILLE.....	294
Procuration du 3 septembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Jean-Paul DUMOITIER, Inspecteur divisionnaire.....	294
Procuration du 3 septembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Stéphane FROELIGER, Inspecteur des Finances Publiques.....	294
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	295
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	295
Arrêté 2013/DDT54/AFC/n° 028 du 19 février 2013 fixant la liste des organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles représentatives dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	295
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 030 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIERES-AUX-CHENES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3422.....	295
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 031 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIERES-AUX-CHENES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3487.....	296
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 032 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIERES-AUX-CHENES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3490.....	297
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 033 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à THUMEREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3504.....	297
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 034 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à THUMEREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3503.....	298
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 035 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à THUMEREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3455.....	298
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 036 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEZIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3435.....	299
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 037 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JEVONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3505.....	299
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 038 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à REMENOVILLE - GERBEVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3506.....	300
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 039 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BASLIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3485.....	301
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 040 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à PAGNEY-DERRIERE-BARINE - LUCEY - BRULEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3440.....	301

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 041 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3497.....	302
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 042 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAIZERAIS - DIEULOUARD - BELLEVILLE - GEZONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3468.....	302
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 043 du 20 février 2013 - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3463.....	303
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 044 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LOISY - SAIZERAIS - SAINTE-GENEVIEVE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3492.....	303
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 045 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à XURES - ARRACOURT - JOLIVET - JUVRECOURT - COINCOURT - RECHICOURT-LA-PETITE - BEZANGE-LA-PETITE - HANNOUCOURT - MONCOURT - PREVOCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3498.....	304
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 047 du 20 février 2013 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à CONFLANS-EN-JARNISY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3430.....	304
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 048 du 20 février 2013 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à CONFLANS-EN-JARNISY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3469.....	305
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/062 du 25 février 2013 portant dissolution de l'association foncière de VALHEY.....	305
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 477 du 26 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY-LES-BELLES - AUTREVILLE - HARMONVILLE - PUNEROT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3439.....	306
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 478 du 26 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JEVONCOURT - MARAINVILLE-SUR-MADON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3427.....	306
Unité forêt chasse.....	307
Arrêté n° 078/2013 du 27 février 2013 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de NEUVILLER-LÈS-BADONVILLER.....	307
Arrêté n° 080/2013 du 27 février 2013 prononçant une distraction du régime forestier - Territoire communal de BIONVILLE.....	308
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	308
Arrêté DDT-PECHE 2013/01 du 29 janvier 2013 instituant des réserves de pêche en 2013 sur la Meurthe et la Vezouze.....	308
Arrêté N° 54-2013-00004 du 7 février 2013 portant opposition à déclaration au titre de l'article I 214-3 du code de l'environnement concernant la création d'une réserve incendie par plan d'eau a VACQUEVILLE - Commune de VACQUEVILLE.....	309
Arrêté SEEB-NBP-2013/04 du 15 février 2013 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques.....	309
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	310
SOLIDARITE - INSERTION.....	310
Arrêté n° DDCS/2013-4 du 21 février 2013 portant agrément au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale de l'association « MOSAÏQUE » à LAXOU (54320).....	310
JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT.....	311
Arrêté n° 6/DDCS en date du 28 février 2013 portant agrément des associations jeunesse et éducation populaire.....	311
Arrêté en date du 5 mars 2013 concernant l'agrément des associations sportives.....	311
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	312
SANTE ET PROTECTION ANIMALES.....	312
Arrêté n° 13-DDPP-11 du 4 février 2013 attribuant l'habilitation sanitaire à Dr Gaëlle BEGUE.....	312
Arrêté n° 13-DDPP-16 du 15 février 2013 attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Amélie TROLONG (annule et remplace l'arrêté préfectoral n°13-DDPP-04 du 15 janvier 2013).....	313
Arrêté n° 13-DDPP-17 du 15 février 2013 attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Marion DICOP (annule et remplace l'arrêté préfectoral n°13-DDPP-05 du 15 janvier 2013).....	313
Arrêté n° 13-DDPP-18 du 15 février 2013 attribuant l'habilitation sanitaire à Dr Emmanuel MWISENEZA (annule et remplace l'arrêté préfectoral n° 13-DDPP-10 du 4 février 2013).....	314
Arrêté n° 13-DDPP-21 du 26 février 2013 attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Marjorie TURLIN.....	314
DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	315
Arrêté du 21 février 2013 portant fermeture au 1er septembre 2013 du collège Henriette Godfroy à Herserange et du collège des Trois Frontières à Longlaville et création au 1er septembre 2013 du collège de Longlaville.....	315
AUTRES SERVICES.....	315
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	315
DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	315
Délégation de signature 2013-03-04-1 du 4 mars 2013.....	315
Délégation de signature 2013-03-04-2 du 4 mars 2013.....	315
Délégation de signature 2013-03-04-3 du 4 mars 2013.....	316
Délégation de signature 2013-03-04-4 du 4 mars 2013.....	317
Délégation de signature 2013-03-04-5 du 4 mars 2013.....	318
Délégation de signature 2013-03-04-6 du 4 mars 2013.....	318
Délégation de signature 2013-03-04-7 du 4 mars 2013.....	318
Délégation de signature 2013-03-04-8 du 4 mars 2013.....	319
Délégation de signature 2013-03-04-9 du 4 mars 2013.....	320
Délégation de signature 2013-03-04-10 du 4 mars 2013.....	320
Décision du 4 mars 2013 d'habilitation et de délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Paul GASSMANN, Ingénieur Sécurité – Responsable du Département Sécurité.....	320
Décision du 4 mars 2013 d'habilitation et de délégation de signature en faveur de Monsieur David MARCHAL, Adjoint à l'Ingénieur Sécurité.....	321
Délégation de signature 2013-03-04-13 du 4 mars 2013.....	321

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Arrêté SGAR n° 2013-67 en date du 28 février 2013 concernant l'organisation d'élections pour la désignation des membres de la Chambre Régionale d'Agriculture

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles R 512-3 et R 512-4 ;
VU le code électoral ;
VU l'arrêté ministériel NOR : AGRT1300610A du 14 février 2013 relatif aux modalités de vote pour l'élection des membres des chambres régionales d'agriculture ;
VU la circulaire DGPAAT/SDG/C 2013-3010 du 29 janvier 2013, du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt ;
VU la circulaire modificative DGPAAT/SDG destinée aux préfets de région (diffusée le 22 février 2013)
SUR proposition de Madame le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales ;

ARRETE

Article 1er : Les élections en vue de la désignation des membres de la chambre régionale d'agriculture auront lieu le vendredi 15 mars 2013. Le scrutin est ouvert de 10h00 à 12h00.

Article 2 : Les opérations de vote intéressant les collèges pour lesquels le scrutin est organisé à la diligence du préfet de région (collèges 2, 3a, 3b, 4, 5a à 5e de l'article 511-6 du code rural et de la pêche maritime) se dérouleront à l'espace agricole lorrain 5 rue de la Vologne à Laxou, Meurthe et Moselle - salle Mathieu de Dombasle.

Article 3 : Les listes de candidatures établies conformément aux articles 511-33 2ème alinéa et R.512-4 2ème alinéa du code rural et de la pêche maritime seront déposées à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, au chef-lieu de laquelle la chambre Régionale d'Agriculture de Lorraine a son siège.

Les déclarations de candidature seront recevables jusqu'au 14 mars 2013 à 12 heures. L'enregistrement et la validation des listes de candidatures sont confiés aux services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Chacun des collèges visés par l'article 2 ci-dessus procédera à la désignation de ses représentants dans les conditions fixées par l'article R 512-3-2° du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : Pour les membres du collège 3a et 3b, l'élection a lieu dans les conditions prévues à l'article R 511-43 1° du code rural et de la pêche maritime, au scrutin majoritaire de liste à un tour avec répartition proportionnelle suivant la règle du plus fort reste.

Pour les membres des autres collèges, l'élection a lieu dans les conditions de l'article R 511-43 2° du code rural et de la pêche maritime, au scrutin majoritaire à un tour et l'intégralité des sièges est attribuée à la liste qui a recueilli la majorité des suffrages exprimés.

Article 6 : Le dépouillement des votes sera effectué immédiatement après la clôture du scrutin et le procès-verbal de l'élection adressé au ministre chargé de l'agriculture.

Article 7 : Un bureau de vote, présidé par le préfet de région ou son représentant, est constitué. Il comprend un secrétaire désigné parmi les agents de la chambre régionale d'agriculture et un assesseur par liste en présence pour assister le président lors du scrutin relatif au collège au titre duquel la liste a été déposée.

Article 8 : La préparation de l'organisation matérielle des opérations électorales est confiée au président sortant de la chambre régionale d'agriculture

Article 9 : Madame le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au bulletin officiel de la région Lorraine et dans le bulletin officiel de chacun des départements de la région.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Nacer MEDDAH

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**CABINET***Service interministériel de défense et de protection civile*

Arrêté N° 7/2013/SIDPC du 1er mars 2013 concernant la liste des usagers relevant du service prioritaire à l'électricité

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté du 5 juillet 1990 fixant les consignes générales de délestage sur les réseaux électriques ;
VU l'arrêté préfectoral n°11/2010/SIDPC du 4 mars 2010 ;
SUR proposition du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : sont inscrits sur la liste en annexe I du présent arrêté :

- Les usagers dont le maintien de l'alimentation en énergie électrique des installations doit être assuré en toutes circonstances, au titre de la protection des vies humaines et de la sécurité,
- Les usagers dont les installations ne peuvent être interrompues dans leur fonctionnement, sans subir de dommages.

Les organismes et établissements assurant la distribution de l'électricité (annexe IV du présent arrêté) devront veiller à pouvoir disposer à tout moment, et jusqu'à ce que le fonctionnement normal du service public de l'électricité puisse être rétabli, des moyens en matériel et en personnel indispensables au maintien du service prioritaire ainsi défini.

Article 2 : A titre complémentaire, en raison de leur situation particulière et dans la limite des disponibilités en énergie électrique, sont inscrits sur la liste en annexe II du présent arrêté, les usagers pouvant bénéficier d'une certaine priorité par rapport aux autres usagers, notamment en cas d'urgence.

Article 3 : Sont inscrits sur la liste en annexe III du présent arrêté, les usagers pouvant bénéficier d'une certaine priorité par rapport aux autres usagers en cas de reletage.

Article 4 : Conformément aux prescriptions du Ministre des finances, du commerce et de l'industrie, les organismes et établissements assurant la distribution de l'électricité (annexe IV du présent arrêté) doivent informer par tous moyens appropriés et le plus longtemps possible à l'avance les usagers concernés par les délestages.

Article 5 : Les présentes dispositions seront portées à la connaissance des usagers inscrits sur les listes annexées au présent arrêté par les organismes et établissements assurant la distribution de l'électricité (annexe IV du présent arrêté).

Article 6 : Les annexes à l'arrêté n° 34/2007/SIDPC du 16 juillet 2007 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

Article 7 : Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont information sera faite aux usagers inscrits sur les listes.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Annexe I à l'arrêté n°7/2013/SIDPC du 1er mars 2013

LISTE DES USAGERS RELEVANT DU SERVICE PRIORITAIRE A L'ELECTRICITE au sens de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990

Catégorie A : Etablissements qui ne sauraient souffrir d'interruption dans leur fonctionnement sans mettre en danger des vies humaines

Etablissement	Adresse	CP	Commune	Distributeur
Centre Chirurgical Emile Gallé - SINCAL	49, rue Hermite	54000	NANCY	ERDF NL
Centre Hospitalier Universitaire	29, ave du M. de Lattre de Tassigny	54000	NANCY	ERDF NL
Clinique Ambroise Paré	rue Ambroise Paré	54000	NANCY	ERDF NL
Ets de Transfusion sanguine (ESF)	9/11 rue Lionnois	54000	NANCY	ERDF NL
Hôpital de jour de la MH St Charles	6 rue de l'abbé Didelot	54000	Nancy	ERDF NL
Hôpital marin	29, ave du M. de Lattre de Tassigny	54000	NANCY	ERDF NL
Hôpital Maringer-Villemin-Fournier	34, quai de la bataille	54000	NANCY	ERDF NL
Laboratoire BARTHEL METAIZEAU	2 rue de la commanderie	54000	NANCY	ERDF NL
Laboratoire Cinqualbre	2, rue des 4 Eglises	54000	NANCY	ERDF NL
Laboratoires Paulus & Vadulga	1170, Avenue Pinchard	54000	NANCY	ERDF NL
Labos faculté de médecine	rue Lionnois	54000	NANCY	ERDF NL
Maison hospitalière St Charles	56 bis, rue des 4 Eglises	54000	NANCY	ERDF NL
Maternité régionale	10, rue du D Heydenreich	54000	NANCY	ERDF NL
Polyclinique de Gentilly + urgences	rue Marie Marvingt	54000	NANCY	ERDF NL
Polyclinique Majorelle	1240, avenue Pinchard	54000	NANCY	ERDF NL
Maison hospitalière	24 rue de l'Abbé Munier	54120	BACCARAT	ERDF NL
Centre médical Stern	4, ave Clémenceau	54150	BRIEY	ERDF L3F
CMP et Hôpital de jour pr adultes (CH Briey)	14 rue d'Orme	54150	Briey	ERDF L3F
CMP et CATTP pr enfants (CH Briey)	Quai des Vignottes	54150	Briey	ERDF L3F
Hôpital Maillot	31, ave Albert de Briey	54150	BRIEY	ERDF L3F
CMP et CATTP pour adultes	4 rue Joseph Ferry	54190	VILLERUPT	ERDF L3F
Centre hospitalier site St Charles	1, cours R Poincaré	54200	TOUL	ERDF NL
CMP et CATTP pour adultes (CHR)	24 rue Joly	54200	TOUL	ERDF NL
Hôpital J. d'Arc	route nationale 4	54200	DOMMARTIN LES TOUL	ERDF NL
Laboratoire ZANNAD	5 rue Jolain	54210	ST-NICOLAS-DE-PORT	ERDF NL
Association hospitalière Joeuf hôpital	26 rue St Robert	54240	JOEUF	ERDF L3F
Polyclinique Louis Pasteur	7, rue Parmentier	54270	ESSEY LES NANCY	ERDF NL
Centre hospitalier	2, rue Level	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Clinique Jeanne d'Arc (CHU Nancy)	26, rue Charles Vue	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Laboratoire Saint Remy	28 rue de la Pologne	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Centre hospitalier	2, rue Level	54301	LUNEVILLE	ERDF NL
Clinique St-Don	11 rue Blaise Pascal	54320	MAXEVILLE	ERDF NL
Laboratoire Aubert	13, rue Blaise Pascal	54320	MAXEVILLE	ERDF NL
CH de Mont St Martin (Alpha Santé)	4, rue A Labbé	54350	MONT ST MARTIN	ERDF L3F
Laboratoire d'analyses médicales	2 rue de Nancy	54390	FROUARD	ERDF NL
CMP et CATTP pour enfants (CH de Briey)	2 rue Hyppolite Huart	54400	Longwy	ERDF L3F
Laboratoire biologique et médical Weber	1 rue du tramway	54400	LONGWY	ERDF L3F
Laboratoire CREHANGE	4 bis rue de la liberté	54490	PIENNES	ERDF L3F
Centre Alexis Vautrin	avenue de Bourgogne - Brabois	54500	VANDOEUVE	ERDF NL
Clinique Saint André	102, Avenue Jean Jaurès	54500	VANDOEUVE	ERDF NL
Ets Français du Sang	avenue de Bourgogne / rue du Morvan	54500	VANDOEUVE	ERDF NL
Hôpital de Brabois	rue du Morvan	54500	VANDOEUVE	ERDF NL
Lab. d'analyses médicales et biologiques Berthet	2 rue de la Mortagne	54520	LAXOU	ERDF NL
Centre hospitalier	place Colombé	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
Laboratoire SIEST	9 rue Fabvier	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
CMP et CATTP pour adultes (CH Briey)	40 rue Jean Jaurès	54800	JARNY	ERDF L3F
LABORATOIRES DU VAL DE MEUSE	22 avenue Patton	54800	JARNY	ERDF L3F
Laboratoire d'analyses médicales de Korwin	32 rue de Sète	54810	LONGUYON	ERDF L3F

Catégorie B : Installations indispensables à la sécurité

Etablissement	Adresse	CP	Commune	Distributeur
Direction de la police	38 bld Lobau	54000	NANCY	ERDF NL
P. C. de la Circulation Urbaine	40, rue de Mont Désert	54000	NANCY	ERDF NL
Passage souterrain Charles III	rue Charles III	54000	NANCY	ERDF NL
Groupement de gendarmerie	102 av du G. Leclerc	54035	NANCY	ERDF NL
Caserne des pompiers	27 rue du Cardinal Mathieu	54043	NANCY	ERDF NL
Caserne des pompiers	Quartier Kléber rue du 8 mai 1945	54270	ESSEY LES NANCY	ERDF NL
ACR EST	1, rue Paul Verlaine 54310	54310	HOMECOURT	ERDF L3F
Maison d'arrêt de Nancy	300, rue de l'abbé Haltebourg	54320	MAXEVILLE	ERDF NL
Sces auxil. du poste répartiteur EDF		54330	HOUDREVILLE	ERDF NL
RTE système électrique Est	8 bis rue de Versigny	54600	VILLERS LES NANCY	ERDF NL
RTE système électrique Est	8 bis rue de Versigny BP110	54600	VILLERS LES NANCY	ERDF NL
Auxiliaire centrale thermique (Services Secours Auxiliaires)		54700	BLENOD LES PAM	ERDF NL
Station de pompage centrale EDF		54700	BLENOD LES PAM	ERDF NL

Catégorie C : Installations industrielles pour lesquelles une interruption de fonctionnement serait gravement dommageable

Etablissement	Adresse	CP	Commune	Distributeur
Cie salins du Midi et de l'Est	12 chemins de la Saline	54110	VARANGEVILLE	ERDF NL
Cie salins du Midi et de l'Est	12 chemins de la Saline	54110	VARANGEVILLE	RTE
Solvay Carbonate France SAS		54110	Dombasles sur Meurthe	RTE
LORMINES		54150	MAINVILLE	ERDF L3F
SAM SAS		54230	Neuves-Maisons	RTE
NOVACARB	Usine de la Madeleine	54280	LANEUVILLE DT NANCY	ERDF NL
NOVACARB	Usine de la Madeleine	54280	LANEUVILLE DT NANCY	RTE
Station de compression de gaz		54280	LANEUVELOTTÉ	ERDF NL
Station de compression de gaz		54280	LANEUVELOTTÉ	RTE
Stockage souterrain GAZ-EDF		54420	CERVILLE	ERDF NL
LORMINES		54790	MANCIEULLES	ERDF L3F
F.V.M. TECHNOLOGIES	Zi les Trembles	54920	Villers la Montagne	RTE
VICAT		54990	Xeuilly	RTE

Annexe II à l'arrêté n°7/2013/SIDPC du 1er mars 2013

LISTE SUPPLEMENTAIRE D'USAGERS POUVANT BENEFICIER DANS LA LIMITE DES DISPONIBILITES D'UNE CERTAINE PRIORITE
au sens de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990

I : Etablissements sanitaires et sociaux

Etablissement	Adresse	CP	Commune	Distributeur
Centre de post cure du CPN	26 rue de Viray	54000	Nancy	ERDF NL
Centre de rééducation Florentin	2 rue des cinq piquets	54000	Nancy	ERDF NL
Centre de soins pour adolescents (CPN)	11 rue des Glacis	54000	Nancy	ERDF NL
Centre long séjour St Stanislas	rue des fabriques	54000	NANCY	ERDF NL
Clinique St Jean	5 rue Provençal	54000	NANCY	ERDF NL
CMP CATTP Hôpital de jour pour enfants (CPN)	11 rue de la Madeleine	54000	Nancy	ERDF NL
CMP enfants Marronnier Rouge (CPN)	4 pl Laverny	54000	Nancy	ERDF NL
CMP et CATTP pour adolescents (CPN)	4 rue Tisserant	54000	Nancy	ERDF NL
CMP et Hôpital de jour adultes (CPN)	2 rue de Médreville	54000	Nancy	ERDF NL
CMP pour adultes (CPN)	171 rue Mont Désert	54000	Nancy	ERDF NL
Institut Régional de réadaptation	75, Boulevard Lobau	54000	NANCY	ERDF NL
LABORATOIRE DES TROIS MAISONS	22, rue des Carmes	54000	NANCY	ERDF NL
Laboratoire VALLEE	31 rue Grandville	54000	NANCY	ERDF NL
Laboratoires des Drs Baillet/Germain/Teboul	70, rue Stanislas	54000	NANCY	ERDF NL
Unité d'accueil d'urgence du CPN	av de Lattre de Tassigny	54000	Nancy	ERDF NL
USLD de la MH St Charles	56 bis, rue des 4 Eglises	54000	Nancy	ERDF NL
USLD de l'Hôpital St Julien	1 rue Foller	54000	Nancy	ERDF NL
Lab.d'analyses médicales Zanad Watrin	54 rue Gabriel Péri	54110	DOMBASLE	ERDF NL
Lab. d'analyses médicales St Rémy	39 rue de la division Leclerc	54120	BACCARAT	ERDF NL
Maison de repos et de convalescence "Le Château"	25 bis, Rue du Parc	54120	BACCARAT	ERDF NL
USLD Maison hospitalière	23 rue de l'Abbé Munier	54120	BACCARAT	ERDF NL
Laboratoire AUBERT	66 avenue Carnot	54130	ST MAX	ERDF NL
Hôpital intercommunal local 3H santé	17, rue Voise	54136	BLAMONT	ERDF NL
Centre médico-psychologique pour adultes	12 rue Abbé Devaux	54140	Jarville	ERDF NL
Lab. d'analyses médicales Musquar-Herbillon	17 rue de la république	54140	JARVILLE	ERDF NL
ESPACEBIO"	9 rue de Metz	54150	BRIEY	ERDF L3F
USLD de l'Hôpital Maillot	31, ave Albert de Briey	54150	Briey	ERDF L3F
Hôpital local intercommunal 3H santé	62, rue R Poincaré	54170	CIREY SUR VEZOUZE	ERDF NL
Laboratoire SYMBIOSE	17 rue Foch	54190	VILLERUPT	ERDF NL
ULSD Les peupliers (Alpha Santé)	Avenue du 11 décembre 18	54190	VILLERUPT	ERDF L3F
ULSD Pasteur (Alpha Santé)	15 rue St Juste	54190	VILLERUPT	ERDF NL
CMP CATTP et Hôp de jour pour enfants (CPN)	6 rue des Lombards	54200	Toul	ERDF NL
Laboratoire ST MANSUY	10 rue Albert 1er	54200	TOUL	ERDF NL
Laboratoire Thouvenin Gonthier	11, rue de la République	54200	TOUL	ERDF NL
USLD du CH de TOUL	rue de l'Hôpital militaire	54200	Toul	ERDF NL
AEIM-IME « Raymond Carel »	2 rue des Martyrs du Nazisme BP53	54210	ST-NICOLAS-DE-PORT	ERDF NL
Centre hospitalier spécialisé (antenne CPN)	3 rue du Jeu de Paume	54210	ST-NICOLAS-DE-PORT	ERDF NL
CMP pour adultes (CHS de St Nicolas de Port)	93 rue Charles Courtois	54210	St-Nicolas-de-Port	ERDF NL
CMP pour enfants (CPN)	2 B ruelle de Brutchoux	54210	St-Nicolas-de-Port	ERDF NL
USLD du CHS	3 rue du Jeu de Paume	54210	St-Nicolas-de-Port	ERDF NL
Association hospitalière St Eloi	5 rue Aristide Briand	54230	NEUVES-MAISONS	ERDF NL
CMP et Hôp de jour adultes (CHS St Nic de port)	10 rue Anatole France	54230	Neuves-Maisons	ERDF NL
CMP pour enfants (CPN)	42 B rue Antoine Becquerel	54230	Neuves-Maisons	ERDF NL
Laboratoire biologique et médical Fresse	108 bld Jean Jaurès	54230	NEUVES-MAISONS	ERDF NL
Association hospitalière - maison retraite	Le Cantou	54240	JOEUF	ERDF L3F
Laboratoire d'analyses médicales	33 rue des Cités basses	54240	Joeuf	ERDF L3F
USLD de l'Association hospitalière	26 rue St Robert	54240	Joeuf	ERDF L3F
CMP pour adultes (Alpha Santé)	17 rue de Sète	54260	Longuyon	ERDF L3F
Lab.d'analyses médicales Cussenot Basthel	45 avenue Foch	54270	ESSEY LES NANCY	ERDF NL
Laboratoire d'analyses médicales	3 rue Mère Térésa	54270	Essey les Nancy	ERDF NL
Laboratoire d'analyses médicales	28 rue St Barthélémy	54280	CHAMPENOUX	ERDF NL

Maison de convalescence	4 rue de la Grande Ozeraill	54280	SEICHAMPS	ERDF NL
EPSOR Rosières	0	54290	BAYON	ERDF NL
CAPS du Rosière/FAS	Rue de la Barollière	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
CMP jeunes enfants (CPN)	3 rue Voltaire	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
CMP pour adultes (CPN)	32 rue des Bénédictins	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Laboratoire St Remy	9 place de Leopold	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Unité psychologique médicale	5 rue Level	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Unité psychologique médicale	5 rue Level	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
USLD du CH de Lunéville	2 rue Level	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
BIOCONCORDE	1 place Foch	54310	HOMECOURT	ERDF L3F
CMP CATTTP Hôpital de jour pour enfants (CPN)	30 rue de la République	54320	MAXEVILLE	ERDF NL
Laboratoire biologique et médical du Saintois	5 rue de la carrière	54330	VEZELISE	ERDF NL
CMP pour adultes (CPN)	16 rue de Lasalle	54340	Pompey	ERDF NL
Hôpital local intercommunal Pompey/Lay-St-Christophe	3, rue Avant garde	54340	POMPEY	ERDF NL
USLD de l'Hôpital de Pompey	3 rue de l'avant-garde	54340	Pompey	ERDF NL
CMP pour adultes (Alpha Santé)	rue de la Bannie	54350	MONT ST MARTIN	ERDF L3F
USLD du CH de Mont St Martin (Alpha Santé)	4 rue Alfred Labbé	54350	MONT ST MARTIN	ERDF L3F
Lab.d'analyses médicales Le Vieux Moulin	89 rue de l'hôtel de ville	54390	FROUARD	ERDF NL
Laboratoire Bionalys	41 rue de Metz	54390	FROUARD	ERDF NL
Lab. d'analyses médicales Gambirasio	6 rue Ordemer	54400	LONGWY	ERDF L3F
Laboratoire biologique et médical Degeorges	9 rue Mercy	54400	LONGWY	ERDF L3F
Centre sanitaire « les rives du château »	33, rue du Château	54450	BLAMONT	ERDF NL
USLD de l'HLI 3H santé	17, rue Voise	54450	BLAMONT	ERDF NL
CAPS de Rosière/EPC/FAS	5 bis rue du cimetière	54470	THIAUCOURT	ERDF NL
CAPS de Rosière/FAS	Rue du bas moulin	54470	THIAUCOURT	ERDF NL
USLD de l'HLI 3H santé	62, rue R Poincaré	54480	Cirey sur Vezouze	ERDF NL
ESPACEBIO"	21 rue de la liberté	54490	Piennes	ERDF L3F
AEM - IME Raymond Carel	1 rue Eugène Bergé	54500	VANDOEUVE	ERDF NL
CMP CATTTP enfants ados (CPN)	23 bd de l'Europe	54500	Vandoeuvre	ERDF NL
CMP pour adultes (CPN)	8 rue de la Forêt Noire	54500	Vandoeuvre	ERDF NL
Lab. centre de médecine préventive	2 avenue du doyen Parisot	54500	VANDOEUVE	ERDF NL
LABORATOIRE ATOUTBIO	bld de l'Europe	54500	VANDOEUVE	ERDF NL
Laboratoire biologique et médical	place Gérard d'Alsace	54500	VANDOEUVE	ERDF NL
Laboratoire COLLIN PUPIL	9 square de Liège - Montet Octroi	54500	VANDOEUVE	ERDF NL
Office d'hygiène Sociale	1 rue du Vivarais	54500	VANDOEUVE	ERDF NL
Unité de pédopsychiatrie CHU enfants (CPN)	Allée du Morvan	54500	VANDOEUVE	ERDF NL
CPN + MAS	1 rue du Dr Archambault	54520	LAXOU	ERDF NL
Laboratoire SCHIRRAZ SCHUHMACHER	3 rue des Aulnois	54530	PAGNY SUR MOSELLE	ERDF NL
FAS - CAPS Rosière (annexe)	Avenue Division Leclerc	54540	BADONVILLER	ERDF NL
Centre Jacques Parisot	78 rue Jacques Callot	54550	BAINVILLE S/ MADON	ERDF NL
USLD du Centre Jacques Parisot	79 rue Jacques Callot	54550	BAINVILLE S/ MADON	ERDF NL
Laboratoire LABOLIO	1 bld Cattenoz	54600	VILLERS LES NANCY	ERDF NL
OHS (CEM/IME/IR/MRC/CRE/COCEE)	46 rue du Doyen Parisot	54630	FLAVIGNY/MOSELLE	ERDF NL
Centre de Réadaptation UGECAM	4 rue du Professeur Montaut	54690	LAY ST CHRISTOPHE	ERDF NL
AEM - IME « Claude Monet »	121 rue de l'abbé de l'Epée	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
CMP et CATTTP pour enfants ados (CPN)	29 rue Clémenceau	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
CMP pour adultes (CPN)	1 bd de Rielle	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
Lab. Le Breuil SIEST DOLEANS	248 avenue Henri Dunant	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
Laboratoire Verdier	29, rue St Laurent	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
UPPAM (CPN)	Place Colombé	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
Laboratoire ANABIO	820 avenue du bon curé	54710	LUDRES	ERDF NL
Centre de moyen séjour	1 rue Louis Pasteur	54760	FAULX	ERDF NL
ESPACEBIO"	48 rue de la République	54800	JARNY	ERDF L3F
LABORATOIRES DU VAL DE MEUSE"	21 place de l'hôtel de ville	54810	LONGUYON	ERDF L3F
Foyer des personnes âgées	3 ruelle du Jard	54830	GERBEVILLER	ERDF NL

II : Sécurité

Etablissement	Adresse	CP	Commune	Distributeur
Caserne des pompiers	boulevard Joffre	54000	NANCY	ERDF NL
Caserne des pompiers	avenue de la Libération	54000	NANCY	ERDF NL
Centre d'éducation des déficients visuels	8 rue de Santifontaine	54000	NANCY	ERDF NL
Centre distribution mixte EDF-GDF		0 54000	NANCY	ERDF NL
Conseil général de Meurthe-et-Moselle	rue du sergent Blandan	54000	NANCY	ERDF NL
Hôtel de ville	place de l'hôtel de ville	54000	NANCY	ERDF NL
Préfecture de Meurthe-et-Moselle	1 rue du préfet Erignac	54000	NANCY	ERDF NL
Station de pompage	Haut du Lièvre	54000	NANCY	ERDF NL
Station de pompage de Boudonville		0 54000	NANCY	ERDF NL
Station de pompage de Mainvaux		0 54130	ST MAX	ERDF NL
Caserne des pompiers	22 rue de Metz	54150	BRIEY	ERDF L3F
Cie des eaux et de l'ozone station épuration		0 54150	BRIEY	ERDF L3F
Station de pompage du Dolhain		0 54150	BRIEY	ERDF L3F
Station de pompage	haut de Blémont	54180	HEILLECOURT	ERDF NL
Caserne des pompiers	Route départementale 400	54200	ECROUVES	ERDF NL
Centre de détention	804 rue du Mal. Lyautey	54200	TOUL	ERDF NL
Centre de détention d'Ecrouves	323 route de Pagny	54200	ECROUVES	ERDF NL
Caserne des pompiers	place Jean Jaurès	54210	ST-NICOLAS-DE-PORT	ERDF NL
SOCEA pompage		0 54240	JOEUF	ERDF L3F
Station de pompage de DORLON		0 54260	LONGUYON	ERDF L3F
Aérodrome Nancy-Essey		0 54270	ESSEY LES NANCY	ERDF NL
Station d'épuration eaux usées		0 54280	LANEUVILLE DT NANCY	ERDF NL
Station de pompage		0 54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Station de relevage des eaux	rue RICHARD	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Station d'épuration eaux usées		0 54320	MAXEVILLE	ERDF NL
Barrage		0 54460	AINGERAY	ERDF NL
Station de relevage des eaux		0 54460	AINGERAY	ERDF NL
Relais Thiaucourt BT		0 54470	THIAUCOURT	ERDF NL
Station de pompage de Joudreville		0 54490	PIENNES	ERDF L3F
Caserne des pompiers	avenue Désiré Masson	54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Ecole Nale d'agronomie et industries alimentaires	2 ave. de la forêt de Haye	54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Station Imbeaux (usine AEP)		0 54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Station St Charles (usine AEP)	rue Gabriel Péri	54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Station de pompage	Zac de Brabois	54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Station de pompage de Bellevue		0 54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Caserne des pompiers		0 54510	TOMBLAINE	ERDF NL
Station de pompage		0 54530	ARNAVILLE	ERDF NL
Caserne des pompiers	rue Nicolas Cugnot	54540	NEUFMAISONS	ERDF NL
Puits 3 et 3 secours		0 54560	SERROUVILLE	ERDF L3F
Station d'épuration eaux usées		0 54580	AUBOUE	ERDF L3F
Station d'épuration eaux usées		0 54580	MOINEVILLE	ERDF L3F
Syndicat des eaux du SOIRON		0 54580	MOINEVILLE	ERDF L3F
Office d'hygiène sociale (ERA)	rue de Mirecourt	54630	FLAVIGNY/MOSELLE	ERDF NL
Caserne des pompiers	146 allée Ampère	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
Coopérative agricole de Lorraine	Rue bois de pretre	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
Station de pompage		0 54700	MAIDIERES	ERDF NL
Syndicat des eaux		0 54790	MANCIEULLES	ERDF L3F
CGE station traitement eaux DROITAUMONT		0 54800	JARNY	ERDF L3F
Station de relevage des eaux		0 54850	MESSEIN	ERDF NL

III : Etablissements Industriels

Etablissement	Adresse	CP	Commune	Distributeur
Musée zoologique	rue ste Catherine	54000	NANCY	ERDF NL
CFC DAUM		54112	VANNES LE CHATEL	ERDF NL
Cristalleries		54120	BACCARAT	ERDF NL
Société européenne de galvanisation		54120	BACCARAT	ERDF NL
KIMBERLY CLARK		54200	VILLEY SAINT ETIENNE	RTE
Station de pompage	usine de la croisette Toul Valcourt	54200	TOUL	ERDF NL
Brasserie KRONENBOURG		54250	CHAMPAGNEUILLES	ERDF NL
PERMALI COMPOSITES S.A.		54320	MAXEVILLE	ERDF NL
DELIPAPIER	ban la dame	54390	FROUARD	ERDF NL
DELIPAPIER	ban la dame	54390	FROUARD	RTE
Usine AEP de Cosnes et Romain		54400	COSNES/ROMAIN	ERDF L3F
Pompes immergées		54460	LIVERDUN	ERDF NL
Pompes immergées		54460	LIVERDUN	ERDF NL
Société CARBONE LORRAINE		54530	PAGNY SUR MOSELLE	ERDF NL
Société CARBONE LORRAINE		54530	PAGNY SUR MOSELLE	ERDF NL
Société CARBONE LORRAINE		54530	PAGNY SUR MOSELLE	ERDF NL
SAINT GOBAIN PAM		54570	FOUG	ERDF
Société SOPRACO	rue des Souches	54620	BELLEVILLE	ERDF L3F
Crown Bevcan		54670	Custines	ERDF
Manoir industries		54670	CUSTINES	ERDF NL
SAINT GOBAIN PAM		54700	PONT A MOUSSON	RTE
Ardagh production France SAS		54710	Ludres	ERDF
St Hubert	870 rue Denis Papin (ZI)	54710	LUDRES	ERDF NL
Lorraine Tubes		54720	LEXY	ERDF L3F
SAINT GOBAIN PAM		54940	BELLEVILLE	ERDF
Falenceries de St Clément		54950	ST-CLEMENT	ERDF NL

Annexe III à l'arrêté n°7/2013/SIDPC du 1er mars 2013

LISTE D'USAGERS A RELESTER EN PRIORITE (santé) au sens de l'article 5 ter de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990

Etablissement	Adresse	CP	Commune	Distributeur
Centre de jour pour PA G. Marchal	38 rue de Dieuze	54000	Nancy	ERDF NL
Centre maternel départemental	9, rue du D Heydenreich	54000	NANCY	ERDF NL
FAM Michelet (AEIM)	10 rue Dominique Louis	54000	Nancy	ERDF NL
Foyer des pers. âgées G. Moulleron	137 avenue Gabriel Moulleron	54000	NANCY	ERDF NL
Foyer des personnes âgées Donop	27 rue du colonel Grandval	54000	NANCY	ERDF NL
Foyer des personnes âgées Guérineau	14 place du colonel Fabien	54000	NANCY	ERDF NL
Foyer des personnes âgées Haussonville	42 avenue du général Mangin	54000	NANCY	ERDF NL
Foyer des personnes âgées Pichon	20 rue de l'abbé Grégoire	54000	NANCY	ERDF NL
Foyer Maternel Les Sapins	30 rue Alix Leclerc	54000	Nancy	ERDF NL
Foyer occupationnel Michelet (AEIM)	10 rue Dominique Louis	54000	Nancy	ERDF NL
Foyer Résidence R. Chevarde	38 rue de Dieuze	54000	Nancy	ERDF NL
Institut de rééducation « Gai Soleil »	14 rue de Metz	54000	NANCY	ERDF NL
Maison de retraite de la MH St Charles	56 bis, rue des 4 Eglises	54000	Nancy	ERDF NL
Maison de retraite israélite (S.Bénichou)	rue Hoche	54000	NANCY	ERDF NL
Maison de retraite Les Ophéliades	12 bd du 21 ^{ème} RA	54000	Nancy	ERDF NL
Maison de retraite Ma Maison	119 av de Strasbourg	54000	Nancy	ERDF NL
Maison de retraite Notre Maison	52 rue des jardiniers	54000	NANCY	ERDF NL
Maison de retraite St Joseph	113 av de Strasbourg	54000	Nancy	ERDF NL
Maison de retraite St Rémy	17 rue du chanoine Jacob	54000	NANCY	ERDF NL
Maison de retraite St Sauveur	35 rue Victor Prouvé	54000	NANCY	ERDF NL
NANCY-MAS+FDTde TALAGH	6 Avenue Pinchard	54000	NANCY	ERDF NL
Résidence de Boudonville	1, rue Saint Bodon	54000	NANCY	ERDF NL
Unité de vie pour PA	rue des tanneries	54000	Nancy	ERDF NL
Unité d'insertion de l'IME de Flavigny	16 rue de Metz	54000	Nancy	ERDF NL
Foyer des personnes âgées « Le Rond Caillou »	rue Fanny	54110	DOMBASLE	ERDF NL
Foyer des personnes âgées Les Chardonnerets	rue Victor Hugo	54110	VARANGEVILLE	ERDF NL
Foyer d'hébergement Résidence Les Saulniers	4 B rue Gabriel Péri	54110	Varangéville	ERDF NL
Foyer ESAT pr AH (CAPS)	13 bis rue Carnot	54110	Dombasle	ERDF NL
Foyer personnes âgées « Le Couarail »	rue de la petite Embarie	54110	DOMBASLE	ERDF NL
Maison de retraite	rue du Paquis des Toiles	54110	ROSIERES AUX SALINES	ERDF NL
Maison de retraite St Charles	30 rue Collot	54110	DOMBASLE	ERDF NL
Maison de retraite de la Maison hospitalière	24 rue de l'Abbé Munier	54120	Baccarat	ERDF NL
Résidence des personnes âgées	17 rue Pasteur	54120	BACCARAT	ERDF NL
Foyer l'Eau Vive (AEIM)	40 rue Mainvaux	54130	St Max	ERDF NL
Hôtel Club Résidence Retraite	1 rue du Maquis de Ranzey	54130	St Max	ERDF NL
Résidence du Clos Pré	rue du clos pré	54130	ST MAX	ERDF NL
Résidence foyer club Poincaré	rue Poincaré	54136	BOUXIERES AUX DAMES	ERDF NL
Institut de rééducation « L'Escale »	15 rue St Charles	54140	JARVILLE	ERDF NL
Institut des jeunes sourds la Malgrange	rue Joseph Proux	54140	JARVILLE	ERDF NL
Maison de retraite du Haut du Bois	23 avenue du Gal. De Gaulle	54140	JARVILLE	ERDF NL
AEIM - IME « Les Orchidées »	10 rue Albert 1er	54150	BRIEY	ERDF L3F
Foyer d'hébergement pr AH Jean Collon	5 av Clémenceau	54150	Briey	ERDF L3F
Foyer occupationnel de jour pr AH (AEIM)	5 av Clémenceau	54150	Briey	ERDF L3F
Maison de retraite de l'Hôpital Stern	4, ave Clémenceau	54150	Briey	ERDF L3F
Maison de retraite du CH de Briey Les Merisiers	17 rue Rond Poirier	54150	Briey	ERDF L3F
Résidence René Pernet	rue Kaukenne	54150	BRIEY	ERDF L3F
« Les Grands Jardins »	4 rue de la gare	54170	COLOMBEY LES BELLES	ERDF NL
Foyer d'hébergement pr AH (AEIM)	rue de la Rotonde	54180	Heillecourt	ERDF NL
Résidence du Moulin	14 rue du Gué	54180	Heillecourt	ERDF NL

foyer du dr crosmarie	allée de la louvière	54200	TOUL	ERDF NL
Foyer du Dr Douzain	cours Raymond Poincaré	54200	TOUL	ERDF NL
Maison d'Accueil Brancion	11 rue Carnot	54200	Royaumeix	ERDF NL
Maison de retraite du CH de TOUL	rue de l'Hôpital militaire	54200	Toul	ERDF NL
Résidence A. Picquot	quai de la glacière	54200	TOUL	ERDF NL
Foyer de Soutien pour AH travaillant en ESAT	6 rue des Clairons	54210	St-Nicolas-de-Port	ERDF NL
Foyer de vie pour AH (AEIM)	6 rue des Clairons	54210	St Nicolas de Port	ERDF NL
Maison de retraite du CHS	3 rue du Jeu de Paume	54210	St-Nicolas-de-Port	ERDF NL
Unité délocalisé de l'IR Les Terrasses de Méhon	46 rue des Chardonnerets	54210	St-Nicolas-de-Port	ERDF NL
Foyer des personnes âgées	rue du général de Gaulle	54220	MALZEVILLE	ERDF NL
Maison de retraite des Vignes	14 rue Gustave Nordon	54220	Malzéville	ERDF NL
Résidence du Parc foyer (AEIM)	rue du vieux cours	54220	Malzéville	ERDF NL
Foyer Emile Cibulka (AEIM)	72 B rue Jean Jaurès	54230	Neuves-Maisons	ERDF NL
Foyer occupationnel Emile Cibulka (AEIM)	72 B rue Jean Jaurès	54230	Neuves-Maisons	ERDF NL
Foyer résidence André Clerbout	rue Pierre Mendes France	54230	NEUVES-MAISONS	ERDF NL
M.A.P.A.D. St-Boi	14 rue Boyard	54230	NEUVES-MAISONS	ERDF NL
Association hospitalière - maison retraite	26 rue St Robert	54240	Joeuf	ERDF L3F
Résidence Jean Moulin	rue de Ravenne	54240	JOEUF	ERDF L3F
Résidence Maurice Peltier	rue du commerce	54240	JOEUF	ERDF L3F
Foyer résidence « Les Fourasses »	1 bis, rue de la papeterie	54250	CHAMPIGNEULLES	ERDF NL
Maison de retraite	29 rue Louis	54260	Longuyon	ERDF L3F
Centre d'autodialyse (ALTIR)	6 av Foch	54270	Essey les Nancy	ERDF NL
FAS de jour pr AH	3 av de l'Europe	54270	Essey les Nancy	ERDF NL
Foyer intermédiaire	3 av de l'Europe	54270	Essey les Nancy	ERDF NL
Maison de retraite St Joseph Bas Chateau	2 rue de Dommartemont	54270	ESSEY LES NANCY	ERDF NL
EPSOR Rosières Foyer pour adultes autistes	Route de Baccarat	54290	Bayon	ERDF NL
Maison de retraite St Charles	23 grande-rue	54290	BAYON	ERDF NL
AEIM-IME « Jean l'Hôte »	chemin du Harquet	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
CATTP pour adultes les Arcades (CPN)	19 rue Girardet	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Foyer des personnes âgées Boffrand	12 bis, rue Boffrand	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Foyer des personnes âgées Ménil	34 rue de Ménil	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Foyer des personnes âgées St Jacques	13 place St Jacques	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Foyer d'hébergement pr ad handicapés AEIM	16 rue de la Résistance	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
IME+RR2D OHS « Les terrasses Mehon »	24 rue François Richard	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Maison de retraite du CH de Lunéville	2 rue Level	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
MAS de Lunéville	8, rue Caumont de force	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Foyer des personnes âgées	rue Denfert Rochereau	54310	MEVILLIERS	ERDF L3F
ALTIR (entre autodialyse)	Zone St Jacques - rue Blaise Pascal	54320	MAXEVILLE	ERDF NL
Institut J.B. Thiéry	13, rue de la République	54320	MAXEVILLE	ERDF NL
Institut J.B. Thiéry – MAS -	8 rue de la Seille	54320	MAXEVILLE	ERDF NL
Maison de retraite – ND du Bon Repos	34 avenue du général Leclerc	54320	MAXEVILLE	ERDF NL
Foyer des personnes âgées	2 quai du Brénon	54330	VEZELISE	ERDF NL
Institution jeunes aveugles « Les 3 Fontaines »	avenue de la Libération	54330	VEZELISE	ERDF NL
Maison de retraite St Charles	rue Notre Dame	54330	VEZELISE	ERDF NL
Foyer des personnes âgées Marronniers	2 bis, rue des vannes	54340	POMPEY	ERDF NL
Maison de retraite de l'Hôpital de Pompey	3 rue de l'avant-garde	54340	Pompey	ERDF NL
Maison de retraite Notre Chaumières	54 rue des jardins fleuris	54340	Pompey	ERDF NL
Maison d'Orlan Centre de jour pour PA	5 rue des jardins fleuris	54340	Pompey	ERDF NL
Centre d'autodialyse (ALTIR)	4 rue Alfred Labbé	54350	MONT ST MARTIN	ERDF L3F
MAS Alpha Santé	Rue de la Bannière	54350	MONT ST MARTIN	ERDF L3F

Maison de retraite	rue du Bac	54360	BLAINVILLE S/ L'EAU	ERDF NL
Résidence « La Grande Muraille »	2 rue de la résistance	54360	DAMELEVIERES	ERDF NL
Maison de retraite La Fontaine Lincourt	rue du puits gros yeux	54370	EINVILLE AU JARD	ERDF NL
Foyer personnes âgées Les Remparts	50 avenue du 8 Mai 1945	54400	LONGWY	ERDF L3F
Maison de retraite	2 rue St Louis	54400	LONGWY	ERDF L3F
Maison de retraite La Roche aux Carmes	rue de la Côte des Carmes	54400	Longwy	ERDF L3F
Maison de retraite « les sablons »	34 rue de Saulxures	54420	PULNOY	ERDF NL
Résidence Blanche de Castille	rue Blanche de Castille	54440	HERSERANGE	ERDF L3F
Ctre pr enfants polyhand "les rives du château"	33 rue du Château	54450	Blamont	ERDF NL
FAS - EPC - CAPS Rosières	80 rue du 18 Novembre	54450	Blamont	ERDF NL
Foyer "Le Château de la Garenne"	Domaine des Eaux bleues	54460	Liverdun	ERDF NL
Foyer ESAT et foyer de vie pr AH	Route de Frouard	54460	Liverdun	ERDF NL
HLI Pompey - maison retraite - résidence Beau Site	47 av Mozart	54460	LIVERDUN	ERDF NL
HLI Pompey - maison retraite - résidence Beau Site	47 av Mozart	54460	Liverdun	ERDF NL
Maison de retraite Ste Sophie	2 rue Henry Poulet	54470	THIAUCOURT/REGNIEVILLE	ERDF NL
FAS-EPC (Pour personnes handicapées)	19/21 rue R Poincaré	54480	CIREY SUR VEZOUE	ERDF L3F
Maison de retraite de l'HLI 3H santé	62, rue R Poincaré	54480	Cirey sur Vezouze	ERDF NL
Maison de retraite Résidence les Bruyères	rue de la piscine	54490	Joudreville	ERDF L3F
AEIM - MAS	rue de Ludres - Zac Brabois	54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
ALTIR Hôpitaux de Brabois	allée du Morvan	54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Foyer d'Accueil Médicalisé	8 Rue des Myosotis	54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Foyer des personnes âgées Les Jonquilles	1 avenue des jonquilles	54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Hospitalisation à Domicile HADAN	17 rue du Bois de la Champelle	54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Maison de retraite - la sainte famille	17 rue bois le duc	54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Maison de retraite Les Jardins du Charmois	1 rue du Charmois	54500	VANDOEUVRE	ERDF NL
Foyer de personnes âgées	rue Aristide Briand	54510	TOMBLAINE	ERDF NL
Maison de retraite HOTELIA	8 rue de la Saône	54520	LAXOU	ERDF NL
MAS du CPN	1 rue du Dr Archambault	54520	LAXOU	ERDF NL
Résidence Automne	1 allée de la Saulx	54520	Laxou	ERDF NL
Résidence l'Oseraie	27 rue de Maréville	54520	LAXOU	ERDF NL
Foyer résidence Dr Jean Claude	28 rue de Nivoy	54530	PAGNY SUR MOSELLE	ERDF NL
3H santé Badonviller maison de retraite	2 rue du Faubourg de France	54540	BADONVILLER	ERDF NL
Foyer - CAPS Rosières	1 rue Tante Odile	54540	ANGOMONT	ERDF NL
Foyer logement pour personnes âgées	10 rue Chanzy	54540	BADONVILLER	ERDF NL
Maison d'hébergement temporaire "Les Brimbelles"	26 grande rue	54540	Angomont	ERDF NL
Maison de retraite du Centre Jacques Parisot	78 rue Jacques Callot	54550	Bainville S/ Madon	ERDF NL
Résidence A. Croizat	2 rue Ambroise Croizat	54560	AUDUN LE ROMAN	ERDF L3F
Résidence Monmousseau	5 rue de l'Eglise	54580	AUBOUÉ	ERDF L3F
Foyer des personnes âgées Le Clairlieu	boulevard des essarts	54600	VILLERS LES NANCY	ERDF NL
Foyer des personnes âgées Paul Adam	rue Jean Giraudoux	54600	VILLERS LES NANCY	ERDF NL
Maison de retraite La Verrière	6 bis, rue Albert 1er	54600	VILLERS LES NANCY	ERDF NL
Maison de retraite B. de Courcelles	3 rue de l'Eglise	54690	LAY ST CHRISTOPHE	ERDF NL
Foyer A. Croizat	4 rue St Guérin	54700	BLENOD LES PAM	ERDF NL
Maison de retraite du CH de Pont à Mousson	1 place Colombé	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
Maison de retraite St François d'Assise	69 av du Général Leclerc	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
Résidence Philippe de Guedres	place Colombé	54700	PONT A MOUSSON	ERDF NL
Foyer personnes âgées Les Fougères	1 rue du bon curé	54710	LUDRES	ERDF NL
Maison de retraite Ste Thérèse	50 rue de la gare	54710	LUDRES	ERDF NL
Maison de retraite Ste Thérèse	50 rue de la gare	54710	Ludres	ERDF NL
AEIM - IME « Les 3 Tilleuls »	1 rue des Tilleuls	54720	CHENIERES	ERDF L3F
Maison de retraite « Beau Site »	1 chemin d'Ormes	54740	HAROUÉ	ERDF NL
Maison de retraite "La Rochelle"	rue Emile Baraban	54760	FAULX	ERDF NL
Maison de retraite "La résidence de Giraumont"	av Ste Barbe	54780	Giraumont	ERDF L3F
Foyer personnes âgées Ambroise Croizat	rue Jeanne d'Arc	54800	JARNY	ERDF L3F
Maison de retraite « les lilas »	65 rue Emile Zola	54800	JARNY	ERDF L3F
Maison de retraite Fidry	26 rue Roland Daret	54800	LABRY	ERDF L3F
Maison de retraite St Dominique	70 rue de Metz	54800	MARS LA TOUR	ERDF L3F
Foyer personnes âgées	Rue du Moulin	54810	LONGLAVILLE	ERDF L3F
Résidence automne paisible	22 avenue O'Gorman	54810	LONGUYON	ERDF L3F
Résidence les Marronniers	avenue nouvelle	54810	LONGUYON	ERDF L3F
Maison de retraite « sœur Julie »	16 rue Maurice Barrès	54830	GERBEVILLER	ERDF NL
Maison de retraite « sœur Julie »	16 rue Maurice Barrès	54830	Gerbéville	ERDF NL
Foyer d'hébergement et foyer de vie pr AH	21 rue de la Meuse	54860	Haucourt-Moulaine	ERDF L3F
Maison de retraite Les Iris	8 grande rue	54890	ONVILLE	ERDF NL
Foyer d'hébergement pour AH travaillant en ESAT	zone industrielle	54920	Villers la montagne	ERDF L3F
Maison de retraite St Firmin	5 rue Barre	54930	ST FIRMIN	ERDF NL
Résidence de l'âge d'or	19 rue Haxo	54950	ST CLEMENT	ERDF NL
CAPS de Rosière (siège) FAS-ESAT-Foyer	4 rue Léon Parisot	54110	ROSIERES AUX SALINES	ERDF NL
IME+rééducation St Camille	poste de Velaine - RN4	54840	VELAINE EN HAYE	ERDF NL
Maison de retraite Villa St Pierre Fourier	11 rue de Laxou	54600	Villers les Nancy	ERDF NL

LISTE D'USAGERS A RELESTER EN PRIORITE (sécurité) au sens de l'article 5 ter de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990

Etablissement	Adresse	CP	Commune	Distributeur
RTE système électrique Est	8 bis rue de Versigny BP110	54600	VILLERS LES NANCY	ERDF NL
Caserne des pompiers	château de Lunéville	54300	LUNEVILLE	ERDF NL
Caserne des pompiers		54400	LONGWY	ERDF L3F

LISTE D'USAGERS A RELESTER EN PRIORITE (industrie) au sens de l'article 5 ter de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990

Etablissement	Adresse	CP	Commune	Distributeur
	ETAT NEANT			

ANNEXE IV à l'arrêté n°7/2013/SIDPC du 1er mars 2013
Adresses des distributeurs et de l'ARS

Abréviation	Adresse
Agence de Conduite de Réseaux	1, rue Paul Verlaine 54310 HOMECOURT A l'attention de M. Eric SPIGARELLI
RTE	Réseau de Transport d'Electricité Service relations clientèle Système électrique Est 8 bis rue de Versigny - BP 110 54601 VILLERS-LES-NANCY CEDEX A l'attention de M. DORR
ARS 54	4, rue Benit CO n° 11 54035 NANCY CEDEX

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des usagers de la route

Arrêté du 1er mars 2013 portant modification de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code des transports,

VU la loi 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des voitures dites de « petite remise »,

VU la loi 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur de taxi et à la profession d'exploitant de taxi,

VU le décret 77-1308 du 29 novembre 1977 portant application de la loi 77-6 relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise,

VU le décret 86-427 du 13 mars 1986 portant création de la commission des taxis et des voitures de petite remise,

VU l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2012 portant renouvellement de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise,

CONSIDÉRANT qu'il convient de procéder à la modification de la représentation des membres de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : La commission départementale des taxis et voitures de petite remise présidée par le Préfet ou son représentant, renouvelée pour 3 ans par arrêté préfectoral du 11 décembre 2012 est modifiée comme suit :

AU TITRE DES REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

Association artisanale des taxis de l'agglomération nancéienne (AATAN)

- Titulaires : M Thierry ANTOINE, M Yann VERNEAU

- Suppléants : M Ludovic GALTIE, M Alexis JACSON (Sarl Jacson II)

Le reste de la composition de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise sans changement.

Article 2 : Conformément à l'article 3 du décret 86-427 du 13 mars 1986 susvisé, des personnalités compétentes dans le domaine du transport urbain de personnes pourront être associées aux travaux de la commission avec voie consultative.

Article 3 : Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 1er mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 1er mars 2013 portant nomination de membres de jury de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi - session 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des transports codifiant la loi 95-66 du 20 01 1995 modifiée relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'article 4 du décret n°95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,

VU les articles 13 et 14 de l'arrêté du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'organisation de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi,
VU l'arrêté préfectoral du 16 juin 2011 fixant la composition des membres du jury d'examen de taxi en Meurthe-et-Moselle,
VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 fixant les dates de la session 2013 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi organisée dans le département de Meurthe-et-Moselle,
CONSIDÉRANT la désignation du représentant de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, en qualité de membre du jury d'examen de taxi,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : A compter de la session 2013 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi, sont nommés en qualité de membres du jury, placés sous la présidence du préfet de Meurthe-et-Moselle ou de son représentant :

Au titre de représentants de l'administration :

- Le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant,
- La directrice départementale de la protection des populations ou son représentant,

Au titre de représentants des chambres consulaires :

- Au titre de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Meurthe-et-Moselle, Olivier SIMON ou en son absence, un représentant du président de la CCI,
- Au titre de la chambre des métiers et de l'artisanat de Meurthe-et-Moselle, Jean-Pierre VAUDEVIRE, artisan-taxi ou en son absence Francis MANDERIOLI, artisan-taxi.

Article 2 : Le jury peut se faire assister de correcteurs de son choix placés sous son autorité et sa responsabilité.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux intéressés, au Président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle et au Président de la chambre des métiers et de l'artisanat de Meurthe-et-Moselle. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1er mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

*Bureau des étrangers***Arrêté du 22 février 2013 portant agrément de l'association « CIMADE 54 » pour la domiciliation postale des ressortissants étrangers**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande présentée le 14 février 2013 par l'association « CIMADE 54 » sise Le Buisson Ardent, 1249 avenue Raymond Pinchard, 54000 NANCY, en vue d'obtenir l'agrément à titre tout à fait exceptionnel, pour la domiciliation postale des Roms résidant en caravane dans un camp sur le plateau de Haye;

Considérant que l'association « CIMADE 54 » a été régulièrement déclarée le 14 avril 1999 à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant que l'association « CIMADE 54 » dispose des moyens nécessaires pour assurer la domiciliation postale des étrangers ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'association « CIMADE 54 » sise 1249 avenue Raymond Pinchard, est agréée pour la domiciliation postale des étrangers dans le département de la Meurthe-et-Moselle pour domicilier, à titre tout à fait exceptionnel, les Roms résidant en caravane sur le plateau de Haye à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 : L'association « CIMADE 54 » est tenue d'informer, sans délai, le préfet de Meurthe-et-Moselle de tout changement notable de ses modalités de fonctionnement susceptibles de remettre en cause le présent agrément.

Article 3 : L'agrément pourra être retiré en cas de dysfonctionnements affectant la domiciliation postale des étrangers, en cas de malversation ou de changement d'activité de l'association.

L'agrément ne pourra être suspendu ou retiré qu'après que l'association « CIMADE 54 » ait été en mesure de faire valoir ses observations sur les dysfonctionnements constatés.

L'association « CIMADE 54 » pourra, à tout moment, solliciter le retrait de son agrément.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association « CIMADE 54 » et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté interpréfectoral du 8 mars 2013 (Meurthe-et-Moselle/Meuse) autorisant l'adhésion des communes d'Haucourt-Moulaine et de Pierrepont au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers ainsi que le retrait de la communauté de communes du pays de MONTMEDY représentant la commune de VELOSNES (Meuse) du même syndicat**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

La Préfète de la Meuse,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5212-1, L5211-18, L5211-19 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 juillet 1950 portant création du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers (SIAC) ;

VU la délibération du 22 décembre 2011 par laquelle la commune d'HAUCOURT-MOULAINES demande son adhésion au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers ;

VU la délibération du 7 mars 2012 du comité syndical du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers acceptant l'adhésion de la commune d'HAUCOURT-MOULAIN ;
VU la lettre de notification aux communes membres en date du 18 juin 2012 ;
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
CUTRY (2 juillet 2012), GRAND-FAILLY (10 juillet 2012), LONGUYON (7 juillet 2012), LONGWY (20 juin 2012), UGNYS (20 juin 2012) et VILLETTE (21 juin 2012) ;
VU les avis favorables parvenus hors délai des communes d'HERSERANGE (17 septembre 2012), LEXY (24 septembre 2012) et MONTIGNY-SUR-CHIERS (25 septembre 2012) ;
VU l'avis favorable du sous-préfet de Verdun en date du 24 octobre 2012 ;
VU la délibération du 16 juillet 2012 de la commune de PIERREPONT demandant son adhésion au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers ;
VU la délibération du 1er octobre 2012 du comité syndical du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers acceptant l'adhésion de la commune de PIERREPONT ;
VU la lettre de notification aux communes membres en date du 18 octobre 2012 ;
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
COLMEY (29 novembre 2012), CONS-LA-GRANDVILLE (4 décembre 2012) EPIEZ SUR CHIERS (27 novembre 2012), GRAND FAILLY (7 décembre 2012), HERSERANGE (10 décembre 2012), LEXY (20 décembre 2012), LONGLAVILLE (20 novembre 2012), LONGWY (14 novembre 2012), MONTIGNY SUR CHIERS (4 décembre 2012), REHON (5 décembre 2012), UGNYS (28 novembre 2012) et VILLETTE (22 novembre 2012) ;
VU les délibérations du 2 février 2010 et du 12 décembre 2011 par lesquelles le conseil communautaire de la communauté de communes du pays de Montmédy, représentant la commune de VELOSNES, demandant son retrait du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers ;
VU la délibération du 1er octobre 2012 du comité syndical du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers acceptant ce retrait ;
VU la lettre de notification aux communes membres en date du 18 octobre 2012 ;
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
COLMEY (29 novembre 2012), EPIEZ SUR CHIERS (27 novembre 2012), GRAND FAILLY (7 décembre 2012), HERSERANGE (10 décembre 2012), LEXY (20 décembre 2012), LONGLAVILLE (20 novembre 2012), LONGWY (14 novembre 2012), MONTIGNY SUR CHIERS (4 décembre 2012), REHON (5 décembre 2012), UGNYS (28 novembre 2012) et VILLETTE (22 novembre 2012) ;
CONSIDÉRANT que la délibération favorable de la commune de CONS-LA-GRANDVILLE prise le 15 octobre 2012 en dehors du délai de consultation vaut avis défavorable ;
VU l'avis favorable du sous-préfet de Verdun en date du 23 janvier 2013 ;
CONSIDÉRANT que l'absence de délibération au terme du délai de consultation vaut avis favorable pour les adhésions et défavorable pour le retrait ;
CONSIDÉRANT que la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-18, L5211-19 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'adhésion de la commune d'HAUCOURT-MOULAIN au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers est autorisée.
La commune d'HAUCOURT-MOULAIN est représentée au sein du comité du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers par deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.
Article 2 : L'adhésion de la commune de PIERREPONT au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers est autorisée.
La commune de PIERREPONT est représentée au sein du comité du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers par deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.
Article 3 : Le retrait de la communauté de communes du pays de MONTMEDY représentant la commune de VELOSNES (Meuse) du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers est autorisé.
Article 4 : L'article 3 des statuts est modifié en conséquence.
Article 5 : Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.
Article 6 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Brie et Verdun et la présidente du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 8 mars 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

La Préfète de la Meuse,
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale,
Hélène COURCOUL-PETOT

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités, à la sous-préfecture de Brie et au siège du syndicat.

Bureau des procédures environnementales

Arrêté n° 1025 du 26 février 2013 donnant acte à la société RHODIA CHIMIE de l'arrêt définitif des travaux miniers constitués par les puits d'exploitation du sel par dissolution dénommés PSP1 à PSOP10 de la concession de mines de sel gemme et sources salées du Pont-de-Saint-Phlin sur les communes de ART-SUR-MEURTHE ET LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L.161-1, L.173-2 et L.163-1 à L.163-9 (ex articles 79 et 91) ;
VU le code de l'environnement ;
VU le décret n°2006-648 modifié du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain ;
VU le décret n°2006-649 modifié du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment ses articles 43 à 51 ;
VU l'arrêté du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines, décret abrogé par les dispositions du décret n° 2006-649 modifié du 2 juin 2006 susvisé ;
VU le décret n°2006-272 du 3 mars 2006 modifiant le décret n°2000-1276 du 26 décembre 2000 portant application de l'article 89 de la loi n°95-115 du 4 février 1995 modifiée d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire relatif aux conditions d'exécution et de publication des levés de plans entrepris par les services publics ;

VU la circulaire DARQSI/DIREM 4C/2008/05/10257 du 27 mai 2008 relative aux modalités d'application des articles 91 à 93 du code minier (articles L.163-1 à L.163-11 et L.174-1 à L.174-4 du nouveau code) et 43 à 50 du décret n°2006-649 du 2 juin 2006 modifié ;

VU le décret du 5 août 1872 instituant la concession de mines de sel gemme et de sources salées du Pont-de-Saint-Phlin au profit de la société anonyme des Salines de Laneuveville-devant-Nancy ;

VU le décret du 22 décembre 1880 autorisant l'extension du périmètre de la concession de mines de sel gemme et de sources salées du Pont-de-Saint-Phlin ;

VU le décret du 4 mars 1963 autorisant la mutation de la concession de mines de sel gemme et de sources salées du Pont-de-Saint-Phlin au profit de la société Les Soudières réunies La Madeleine-Varangéville ;

VU le décret du 12 décembre 1969 autorisant la mutation de la concession de mines de sel gemme et de sources salées du Pont-de-Saint-Phlin au profit de la Compagnie de Saint-Gobain ;

VU le décret du 16 novembre 1970 autorisant la mutation de la concession de mines de sel gemme et de sources salées du Pont-de-Saint-Phlin au profit de la société Produits Chimiques Péchiney Saint-Gobain, devenue le 17 janvier 1972, la société Rhône-Progil ;

VU le décret du 24 novembre 1975 autorisant la mutation de la concession de mines de sel gemme et de sources salées du Pont-de-Saint-Phlin au profit de la Compagnie Industrielle et Minière ;

VU l'arrêté ministériel du 26 septembre 2000 autorisant la mutation de la concession de mines de sel gemme et de sources salées du Pont-de-Saint-Phlin au profit de la société Novacarb ;

VU l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 autorisant la mutation de la concession de mines de sel gemme et de sources salées du Pont-de-Saint-Phlin au profit de la société Rhodia Chimie ;

VU l'ensemble des arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation des puits d'exploitation du sel par dissolution dénommés PSP1 à PSP10 sur les communes de Art-sur-Meurthe et Laneuveville-devant-Nancy ;

VU la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mine de sel gemme et de sources salées du Pont-de-Saint-Phlin présentée le 6 juillet 2009 par la société Rhodia Chimie, portant sur les puits d'exploitation du sel par dissolution dénommés PSP1 à PSP10 ;

VU les éléments complémentaires transmis par la société Rhodia Chimie les 22 septembre 2009 et 15 avril 2010, dont les plans relatifs aux aléas miniers ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 mai 2010 prorogeant de huit (8) mois le délai pour statuer sur ladite déclaration ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2011 donnant acte à la société Rhodia Chimie de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Pont-de-Saint-Phlin selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration et prescrivant des mesures complémentaires ;

VU le courrier du 18 janvier 2012 de la société Rhodia Chimie portant mémoire sur les travaux de recherches et de traitement du puits d'exploitation PSP1 situé sur la commune de Laneuveville-devant-Nancy ;

VU le courrier du 1er mars 2012 de la DREAL Lorraine prenant acte des propositions de traitement du puits PSP1 présentées par la société Rhodia Chimie ;

VU le mémoire sur les travaux de mise en sécurité du puits d'exploitation PSP1 transmis par la société Rhodia Chimie le 1er octobre 2012, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2011 susvisé ;

VU le courrier du 16 octobre 2012 de la DREAL Lorraine demandant à la société Rhodia Chimie de transmettre les éléments mentionnés à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2011 susvisé ;

VU le procès-verbal de récolement des travaux en date du 12 décembre 2012 établi par la DREAL Lorraine ;

VU le courrier du 18 décembre 2012 de la société Rhodia Chimie portant communication des plans d'implantation des puits, conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2011 susvisé ;

VU l'avis favorable de la société Rhodia Chimie du 9 janvier 2013 sur le projet d'arrêté préfectoral de 2ème donné acte qui lui a été transmis le 8 janvier 2013 par la DREAL Lorraine ;

VU les rapport et projet d'arrêté du 14 février 2013 de la DREAL Lorraine concernant l'application de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2011 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les derniers travaux d'exploitation du sel par dissolution dans la concession de mines de sel gemme et sources salées de Pont-de-Saint-Phlin remontent à 1961 et qu'aucune reprise de l'exploitation n'est envisagée par le titulaire du titre ;

CONSIDÉRANT que certains des travaux miniers identifiés peuvent porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDÉRANT que dix puits d'exploitation, dénommés LM12, LM13, LM61 à LM63 et LM65 à LM69, situés dans la partie sud du périmètre de la concession de mines de sel gemme et sources salées de Pont-de-Saint-Phlin, font partie intégrante du champ d'exploitation du sel par dissolution de la concession de mines de sel gemme de La Madeleine I, toujours valide et inexploitée depuis fin 1990, dont le titulaire est la Compagnie Industrielle et Minière – CIM, filiale de la société Rhodia Chimie ;

CONSIDÉRANT que le traitement et la mise en sécurité de ces dix puits d'exploitation, dénommés LM12, LM13, LM61 à LM63 et LM65 à LM69, seront étudiés lors de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme de La Madeleine I ;

CONSIDÉRANT les avis de GEODERIS sur les travaux de recherches et de mise en sécurité du puits PSP1 proposés par la société Rhodia Chimie ;

CONSIDÉRANT que les travaux de mise en sécurité des puits d'exploitation par la société Rhodia Chimie ont été réalisés sur la base de sa déclaration du 6 juillet 2009 et dans le respect des intérêts mentionnés aux articles L.161-1 et L.173-2 (ex article 79) du code minier et des dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2011 susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : Donné acte de la déclaration

Il est donné acte à la société RHODIA CHIMIE, dont le siège social est situé à Saint-Fons (69191) – 20 rue Marcel Sembat, de sa déclaration d'arrêt définitif et de l'arrêt définitif des travaux miniers attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de Pont-de-Saint-Phlin, portant sur les dix (10) puits d'exploitation du sel par dissolution dénommés PSP1 à PSP10 situés sur les communes de Art-sur-Meurthe (PSP9 et PSP10) et Laneuveville-devant-Nancy (PSP1 à PSP8), dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Le traitement et la mise en sécurité des dix (10) puits d'exploitation du sel par dissolution dénommés LM12, LM13, LM61 à LM63 et LM65 à LM69, situés dans le périmètre sud de la concession de mines de sel gemme et sources salées de Pont-de-Saint-Phlin, faisant partie intégrante du champ d'exploitation du sel par dissolution de la concession de mines de sel gemme de La Madeleine I, seront étudiés lors de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisations minières associées, attachés à ladite concession, dont le titulaire est la Compagnie Industrielle et Minière.

Article 2 : Fin de la police des mines

La surveillance administrative et la police des mines s'appliquant aux travaux miniers et installations minières attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de Pont-de-Saint-Phlin, décrits à l'article 1er, 1er alinéa, prennent fin à compter de la notification du présent arrêté, sous réserve des dispositions de l'article L.163-9, alinéa 2, du code minier.

Article 3 : Recours

Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

Article 4 : Publication

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 6 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Article 5 : Notification

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à la société Rhodia Chimie et dont copie sera adressée pour information à :

- M. les Maires des communes de Art-sur-Meurthe, Laneuveville-devant-Nancy, Saint-Nicolas-de-Port et Ville-en-Vermois,
- M. le Directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
- M. le Général, commandant la Région militaire de défense Nord-Est,
- M. le Directeur départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,
- M. le Directeur de l'Agence régionale de Santé lorraine – délégation départementale de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 27 février 2013 déclarant cessible la parcelle cadastrée section A79, lieu-dit « Les Rouges Terres », nécessaire à la construction d'une unité de traitement des eaux usées domestiques sur le territoire et au profit de la commune de HOUELMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L11-8 et les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière, et notamment l'article 7 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU les délibérations du conseil municipal de Houelmont en date du 21 février 2011, relative au choix de l'emplacement de l'unité de traitement des eaux usées domestiques, et du 26 avril 2012, autorisant le maire à engager une procédure d'expropriation pour la réalisation du projet ;

VU le dossier établi par la commune de Houelmont en vue de l'enquête parcellaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2012 prescrivant l'ouverture du 1er octobre au 15 octobre 2012 inclus d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête parcellaire et l'avis favorable du 12 novembre 2012 du commissaire enquêteur ;

VU la notification individuelle aux propriétaires concernés, figurant sur l'état parcellaire, pour le dépôt du dossier d'enquête à la mairie ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2013 déclarant l'opération d'utilité publique ;

VU la demande du 18 février 2013 de la commune de Houelmont sollicitant la déclaration de cessibilité ;

CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquiescer la parcelle de terrain destinée à la construction d'une unité de traitement des eaux usées domestiques sur le territoire communal de Houelmont ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La parcelle cadastrée section A79, lieu-dit « Les Rouges Terres », d'une contenance de 35 ares, sur le territoire de la commune de Houelmont, désignée sur l'état et le plan parcellaire annexé au présent arrêté, est déclarée immédiatement cessible à la commune précitée.

Article 2 : Le présent arrêté de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : L'acquisition par la commune de Houelmont de la parcelle mentionnée dans l'état parcellaire annexé au présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par l'expropriant, la commune de Houelmont, en pli recommandé avec avis de réception, aux propriétaires figurant sur l'état parcellaire.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de Houelmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 27 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les annexes (plan et état parcellaires) sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.

Arrêté N° 54-2011-00165 du 5 mars 2013 autorisant Voies Navigables de France à entreprendre les travaux de maintenance des barrages de la Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 et R.123-1 à R.123-27 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juillet 2000, portant approbation du plan de prévention des risques « inondations » entre Flavigny-sur-Moselle et Sexey-aux-Forges ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 02 mars 2009, portant approbation du plan de prévention des risques « inondations » sur la commune de Pompey ;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 24 mars 2009, portant approbation des plans de prévention des risques « inondations » sur les communes de Toul, Dommartin-lès-Toul et Chaudeney-sur-Moselle ;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 08 juillet 2010, portant approbation des plans de prévention des risques « inondations » sur les communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques « inondations » sur la commune de Liverdun ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques « inondations » sur la commune de Frouard ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 31 mai 2011 portant approbation du plan de prévention des risques « inondations » sur la commune de Pont-Saint-Vincent ;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 06 août 2012, portant approbation des plans de prévention des risques « inondations » sur les communes de Autreville-sur-Moselle, Belleville, Marbach et Millery ;

VU le dossier de demande d'autorisation, déposé le 09/09/2011 par VOIES NAVIGABLES DE FRANCE représenté par Madame la Directrice interrégionale de Nancy, enregistré sous le n° 54-2011-00165, pour réaliser les travaux de maintenance des sept barrages de la rivière Moselle situé dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU les avis de l'agence régionale de santé du 15/11/2011 et du 03/08/2012 ;

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Lorraine du 23/11/2011 ;

VU l'avis de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques du 14/11/2011 ;

VU l'avis de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique du 28/08/2012 ;

VU l'avis de Voies navigables de France, au titre de la gestion du domaine public fluvial, du 04/10/2012 ;

VU l'avis de la direction départementale des territoires, service nature, du 30/10/2012 ;

VU l'avis du conseil général de Meurthe-et-Moselle, gestionnaire d'infrastructures routières, du 04/12/2012 ;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 octobre au 15 novembre 2012 dans les communes de Pont-à-mousson, Belleville, Autreville-sur-Moselle, Pompey, Frouard, Aingeray, Chaudeney-sur-Moselle, et Villey-le-Sec ;

VU le rapport et l'avis favorable du Commissaire Enquêteur du 10 décembre 2012 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 17 janvier 2013 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de MEURTHE-ET-MOSELLE en date du 14/02/2013 ;

CONSIDERANT que la demande présentée par le pétitionnaire pour obtenir une autorisation permanente de mettre en place des batardeaux provisoires pour les vannes des sept barrages de la Moselle déposée le 09/09/2011 a été complétée par le pétitionnaire ;

CONSIDERANT que la demande précitée peut être jugée régulière et complète et que la procédure d'enquête publique a pu ainsi être lancée ;

CONSIDERANT que le maintien en bon état de fonctionnement des organes manœuvrables des barrages est indispensable d'une part pour assurer leur sécurité et leur pérennité, et d'autre part pour réduire les risques de dysfonctionnement ou d'accident ;

CONSIDERANT que les propositions du pétitionnaire pour garantir la sécurité publique et la préservation du milieu aquatique sont, dans les limites des possibilités techniques actuelles, les plus efficaces ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté, qui reprennent notamment les propositions du pétitionnaire, pour la surveillance hydrologique de la rivière Moselle et pour les mesures de réduction des incidences associées, permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que l'ensemble des avis exprimés lors de la conférence administrative n'ont donné lieu à aucune opposition et que les remarques exprimées peuvent être satisfaites sous forme de prescriptions dans le cadre du présent arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire, dans son courrier du 27 février 2013, a précisé qu'il n'avait pas d'observations à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation qui lui a été transmis par courrier du 18 février 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1er : Objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, VOIES NAVIGABLES DE FRANCE représenté par Madame la Directrice Interrégionale du Nord-Est est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les TRAVAUX DE MAINTENANCE DES BARRAGES DE LA MOSELLE.

L'opération concerne les sept barrages gérés et exploités par les services de VOIES NAVIGABLES DE FRANCE.

L'autorisation est délivrée au permissionnaire pour une durée maximale de dix ans.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation

Article 2 : Localisation des installations provisoires

L'autorisation de mise en place des batardeaux provisoires concernent exclusivement les ouvrages suivants :

BARRAGE	Nombre et nature des vannes
Pont-à-Mousson	Deux vannes clapet et deux vannes segment
Liégeot	Trois vannes de type wagon
Pompey	Deux vannes de type cylindre levant
Pompey-Frouard	Deux vannes segment
Aingeray	Trois vannes segment à clapet déversant
Chaudeney-sur-Moselle	Trois vannes segment à clapet déversant
Villey-le-Sec	Trois vannes segment à clapet déversant

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Les interventions projetées n'auront pas d'impact permanent sur la qualité des eaux, ne généreront pas les écoulements du cours d'eau et seront conduites dans le souci permanent de préserver le milieu naturel.

Pendant la durée de maintien du batardeau, de manière temporaire, un obstacle à l'écoulement des crues va être généré. Un risque de pollution est susceptible d'être induit par les interventions.

Les impacts temporaires sont encadrés et éventuellement corrigés par les mesures décrites aux articles 4 et suivants. Après démontage de chaque batardeau aucun impact résiduel ne doit subsister.

Article 4 : Programmation des interventions – Moyens d'analyse, de surveillance et de contrôle de l'hydrologie du cours d'eau – Consignes

Chaque début d'année, dès que seront connues les vannes des barrages pour lesquelles le permissionnaire a programmé des interventions conduisant à la mise en place de batardeaux, le permissionnaire adressera au S.I.D.P.C. et au service de police de l'eau le calendrier

prévisionnel des interventions. Dans l'hypothèse où une situation d'urgence imposerait la réalisation d'une intervention hors programmation annuelle, le permissionnaire en informerait sans délai, dès qu'il en a connaissance, les mêmes services.

Le permissionnaire ne pourra réaliser, pour un barrage donné, qu'un seul batardeau, amont et aval, à la fois. En toutes circonstances, toutes les autres vannes dudit barrage, autres que celle qui sera munie du batardeau, resteront opérationnelles et leur fonctionnement sera adapté à la diminution de la capacité hydraulique globale de l'ouvrage.

Le permissionnaire pourra réaliser un batardeau par barrage sur plusieurs barrages de façon concomitante.

Comme le pétitionnaire s'y est engagé dans son dossier de demande d'autorisation remis au guichet unique de police de l'eau le 09/09/2011 et complété en mars 2012, le permissionnaire activera, dès le démarrage des interventions en rivière, son application interne permettant une prévision des débits de la Moselle à quatre jours. Dès la prévision d'une augmentation des débits du cours d'eau, le permissionnaire prendra immédiatement contact avec la D.R.E.A.L. Lorraine, service de prévision des crues, afin de renforcer le système de surveillance de prévision et en informera sans délai le S.I.D.P.C. Les logigrammes de fonctionnement ainsi les fiches « ALERTE ET MOBILISATION » du système de surveillance interne à V.N.F., sont annexés au présent arrêté.

Ils comprennent :

- le logigramme « surveillance permanente et passage en vigilance », et la fiche ALERTE ET MOBILISATION Stade 1
- le logigramme « passage de la vigilance à la préalerte dans le cas où le débatardage est possible », et la fiche ALERTE ET MOBILISATION Stade 2
- le logigramme « passage de la vigilance à la préalerte dans le cas où le débatardage n'est pas possible », et la fiche ALERTE ET MOBILISATION Stade 2bis
- le logigramme « passage de la préalerte au débatardage », et la fiche ALERTE ET MOBILISATION Stade 3
- le logigramme « passage de la préalerte à l'alerte dans le cas où le débatardage n'est pas possible », et la fiche ALERTE ET MOBILISATION Stade 3bis

Si un épisode de crue de nature à engendrer des répercussions pour les personnes ou les biens situés sous l'incidence hydraulique du batardeau, est annoncé, le permissionnaire, au vu des prévisions dont il disposera, devra :

- Organiser et réaliser l'évacuation et/ou la sécurisation de ses chantiers.
- En fonction de l'évolution des débits du cours d'eau, le permissionnaire aura à charge de prévenir le S.I.D.P.C. qui alertera les maires et les services concernés (secours et gendarmerie notamment). Le permissionnaire rappellera au S.I.D.P.C. les intérêts susceptibles d'être impactés, dans les zones d'incidence hydraulique des batardeaux effectivement en place. Le S.I.D.P.C. a pour mission de relayer l'information auprès des maires des communes. Les riverains potentiellement concernés par les débordements du cours d'eau dans les secteurs soumis à l'impact des batardeaux seront informés par les maires, ou responsables désignés par les maires, notamment la commune de LIVERDUN pour la situation particulière du camping situé à l'intérieur de la boucle de la Moselle ou la commune d'AINGERAY pour les zones protégées par la digue de la MOSELLE. De façon concomitante, le permissionnaire informera le service de police de l'eau dans les jours et heures ouvrables, ou le cadre de permanence de la D.D.T. en dehors de ces jours ou heures ouvrables.
- Lorsque cela sera techniquement possible –vanne rendue fonctionnelle- le démontage du batardeau amont sera entrepris en priorité. Le S.I.D.P.C. sera tenu informé du début et de la fin de l'opération et transmettra l'information aux maires et services concernés (secours et gendarmerie notamment). De même et de façon concomitante, le permissionnaire informera le service de police de l'eau dans les jours et heures ouvrables, ou le cadre de permanence de la D.D.T. en dehors de ces jours ou heures ouvrables.

La régulation du plan d'eau sera assurée par la vanne ou les vannes restées opérationnelles jusqu'à leur effacement.

A l'issue d'un épisode de crue, au cours duquel le batardeau amont serait démonté, ce dernier ne pourra être remis en place qu'après accord du service de police de l'eau. Les conditions hydrologiques et les perspectives de l'avancement du chantier conditionneront un accord éventuel de reprise des travaux.

À tout moment, le débit réservé du cours d'eau, correspondant au 1/10 du module, sera assuré.

A l'issue des travaux, programmés annuellement ou effectués en urgence, le permissionnaire transmettra, dans un délai de un mois au service police de l'eau, un récapitulatif de la surveillance des débits et le cas échéant des interventions particulières en cas de crue.

Article 5 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Avant chaque mise à sec des passes de barrages équipées d'un batardeau, une pêche électrique de sauvegarde est prévue et sera effectuée à la charge et à l'initiative du permissionnaire en concertation étroite avec l'O.N.E.M.A. L'opération de pêche électrique sera réalisée par un organisme bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'autorisation.

Afin de limiter les risques de pollution accidentelle des eaux de surface et souterraines, les installations de chantier, le stockage des engins, matériaux ou produits polluants ainsi que les activités d'entretien et d'alimentation en carburant des engins ne seront pas effectués à proximité du cours d'eau (MOSELLE). L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter la pollution par hydrocarbures. Un dispositif d'urgence de récupération ou réduction des pollutions accidentelles sera disponible en permanence sur le chantier. L'O.N.E.M.A. sera immédiatement informé de tout accident susceptible d'entraîner un impact sur le milieu aquatique ou la qualité de l'eau.

Une semaine avant le démarrage des travaux, et pour chaque phase, le pétitionnaire devra faire parvenir un planning précis et la méthodologie des divers travaux au service de police de l'eau.

Avant toute implantation de la base technique et logistique des interventions destinées aux vannes du barrage de VILLEY-le-SEC, le permissionnaire sera tenu d'informer par écrit, avec un préavis minimum de quinze jours au moins, la ville de TOUL et la commune de VILLEY-le-SEC, compte tenu de la présence de périmètres de protection de captages d'eau destinés à la consommation humaine et d'ouvrages de prélèvement.

Article 6 : Périodes d'exécution des travaux

Les interventions programmées seront réalisées aux périodes préférentielles précisées dans l'étude d'incidences jointe au dossier de demande d'autorisation.

En cas de nécessité imposant une intervention en dehors de ces périodes, comme il est précisé au premier paragraphe de l'article 4, le permissionnaire évaluera, dans les meilleurs délais, la durée prévisible du maintien en place du batardeau et communiquera l'information au SIDPC et aux services de police de l'eau de la pêche.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément au contenu du dossier de demande d'autorisation permanente déposé le 09/09/2011 auprès du guichet unique de police de l'eau, modifié en mars 2012, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages provisoires, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 8 : Début et fin des travaux – Remise en service

Le permissionnaire doit informer le service de police de l'eau et les communes concernées par les travaux, en complément de ce qui est prescrit aux articles 4 et 6, des dates réelles de démarrage et de fin des interventions et de la date de remise en service de chaque barrage.

Article 9 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de

son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le permissionnaire devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de :

PONT-à-MOUSSON, BLENOD-lès-PONT-à-MOUSSON, ATTON, LOISY, DIEULOUARD, BELLEVILLE, AUTREVILLE-sur-MOSELLE, MILLERY, MARBACHE, CUSTINES, BOUXIERES-aux-DAMES, POMPEY, FROUARD, LIVERDUN, AINGERAY, VILLEY-SAINT-ETIENNE, FONTENOY-sur-MOSELLE, GONDREVILLE, TOUL, CHAUDENEY-sur-MOSELLE, PIERRE-la-TREICHE, VILLEY-le-SEC, MARON, SEXEY-aux-FORGES, CHALIGNY, NEUVES-MAISONS, PONT-SAINT-VINCENT

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public, pour information, à la D.D.T. de Meurthe-et-Moselle, service EEB, 45 rue Sainte Catherine, C.O. N° 60025, 54035 NANCY Cedex – téléphone 03 54 95 64 00.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 15 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 16 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, le sous-préfet de TOUL, les maires des communes dont la liste est jointe au présent arrêté, le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine service de prévision des crues, le chef du S.I.D.P.C. de MEURTHE-ET-MOSELLE, le chef de service départemental de l'O.N.E.M.A. et le commandant du groupement de gendarmerie de MEURTHE-ET-MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 5 mars 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ANNEXES : liste des communes – logigrammes et fiches alerte et mobilisation (10 fiches)

ANNEXE 1 : LISTE DES COMMUNES

PONT-à-MOUSSON
BLENOD-lès-PONT-à-MOUSSON
ATTON
LOISY
DIEULOUARD
BELLEVILLE
AUTREVILLE-sur-MOSELLE
MILLERY
MARBACHE
CUSTINES
BOUXIERES-aux-DAMES
POMPEY
FROUARD
LIVERDUN
AINGERAY
VILLEY-SAINT-ETIENNE
FONTENOY-sur-MOSELLE
GONDREVILLE

TOUL
CHAUDENEY-sur-MOSELLE
PIERRE-la-TREICHE
VILLEY-le-SEC
MARON
SEXEY-aux-FORGES
CHALIGNY
NEUVES-MAISONS
PONT-SAINT-VINCENT

Arrêté de cessibilité du 7 mars 2013 en vue de l'expropriation de parcelles nécessaires à la réalisation du programme de protection contre les inondations, de restauration, protection et valorisation des milieux aquatiques du Chaufontaine et de ses affluents

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L11-8, et R.11-19 à R.11-31 ;
VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et notamment l'article 7 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la délibération du 8 juillet 2010 du conseil communautaire des communes du Val de Meurthe sollicitant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'intérêt général valant déclaration d'utilité et au titre du code de l'environnement, du programme de protection contre les inondations, de restauration, protection et valorisation des milieux aquatiques du Chaufontaine et de ses affluents ainsi que l'ouverture d'une enquête parcellaire ;
VU le dossier établi par la communauté de communes du Val de Meurthe en vue de l'enquête parcellaire ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2010 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du lundi 16 août 2010 au vendredi 3 septembre 2010 inclus ;
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;
VU les résultats de l'enquête parcellaire ;
VU la notification individuelle aux propriétaires concernés, figurant sur l'état parcellaire ;
VU l'avis favorable, émis le 2 novembre 2010, par le commissaire enquêteur ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 mars 2011 déclarant l'opération d'utilité publique ;
CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;
CONSIDÉRANT la nécessité d'acquiescer les parcelles nécessaires à la réalisation du programme de protection contre les inondations, de restauration, protection et valorisation des milieux aquatiques du Chaufontaine et de ses affluents ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les parcelles désignées sur l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté, nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarées immédiatement cessibles à la communauté de communes du Val de Meurthe.

Article 2 : La déclaration de cessibilité des terrains est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : L'acquisition par la communauté de communes du Val de Meurthe des parcelles mentionnées dans l'état parcellaire annexé au présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique..

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié, par l'expropriant, en pli recommandé avec avis de réception, aux propriétaires concernés figurant sur l'état parcellaire.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, le maire de BARBONVILLE, la présidente de la communauté de communes du Val de Meurthe sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Nancy, le 7 mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 8 mars 2013 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation d'un parking et d'un espace de services à Cerville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;
VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU la délibération n° 75-2011 du conseil municipal de la commune de Cerville sollicitant auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation d'un parking et d'un espace de services à Cerville et d'une enquête parcellaire ;
CONSIDÉRANT que j'ai ordonné l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet précité par arrêté du 11 janvier 2013 ;
CONSIDÉRANT que l'enquête publique susvisée a été organisée à la mairie de Cerville du 31 janvier au 18 février 2013 inclus ;
CONSIDÉRANT que le commissaire-enquêteur a émis le 27 février 2013 un avis favorable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation d'un parking et d'un espace de services à Cerville ;
CONSIDÉRANT, après analyse du dossier soumis à enquête publique, et à la lecture des observations du public formulées pendant l'enquête et des conclusions du commissaire-enquêteur que les avantages du projet l'emportent sur ses inconvénients ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Les travaux nécessaires à la réalisation d'un parking et d'un espace de services à Cerville sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 : La présente déclaration d'utilité publique est prononcée au profit de la commune de Cerville

Article 3 : L'acquisition par la commune de Cerville des parcelles nécessaires à la réalisation du projet visé à l'article 1er du présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation.

Article 4 : L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché dans la commune de Cerville pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs, et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le maire de la commune de Cerville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté n° 13.BI.02 du 8 mars 2013 accordant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code forestier ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret du président de la République en date du 8 février 2013 nommant M. Eric MEYNARD sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement des adjudications de chasse en forêt domaniale et le cahier des clauses générales approuvés le 27 novembre 2002 par le conseil d'administration de l'Office National des Forêts, de même que le cahier des clauses communes de Lorraine du 15 octobre 2009 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, afin de présider la vente par adjudication publique partielle par soumissions cachetées du droit de chasse à tir qui aura lieu le jeudi 21 mars 2013 au Campus de l'ONF à Velaine-en-Haye (54840).

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL et le directeur territorial de l'ONF de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle..

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 8 mars 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2013-0202 en date du 4 mars 2013 portant renouvellement d'agrément régional des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L.1114-1 et R.1114-1 à R. 1114-16 ;

VU les avis de la Commission nationale d'agrément réunie le 28 janvier 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A obtenu le renouvellement de son agrément au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de cinq ans, l'association suivante :

SYMPHONIE

Article 2 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 4 mars 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision administrative conjointe du 1er janvier 2013 des inspectrices et inspecteurs du travail donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité

Les Inspectrices et Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième sections d'inspection du travail,

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Céline MARTINO
Deuxième section	Madame Annouk LABOURÉ
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Madame Alexandra CHALOYARD
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY
Sixième section	Madame Safia ELMI-GANI
Septième section	Monsieur Patrick OSTER
Huitième section	Madame Stéphanie ATZENI
Neuvième section	Madame Diane LEPAGE

VU les articles L4721-1 à L4721-8, L4731-1 à L4731-6, R 4731-1 à R 4731-15, L8112-5 du Code du Travail,
 VU la décision de la Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine en date du 18 juin 2012 relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle publiée le
 au recueil des actes administratifs,

CONSIDERANT qu'en application des décisions précitées, la Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ou le Directeur du Travail responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle peuvent être amenés à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'une Inspectrice ou d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail

DECIDENT

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge, et dans la limite des intérim dont il sera chargé dans les autres sections.

Article 1er : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins

- d'établir les mises en demeure prévues aux articles L4721-8 du code du travail
- de prendre toutes mesures utiles, et notamment en prescrivant l'arrêt temporaire de travaux, visant à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés
 - * sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement,
 - * exposés à l'inhalation de fibres d'amiante,
 - * au dépassement de la valeur limite de concentration d'une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique après mise en demeure.

SECTION	CONTROLEURS
Première section	Madame Clotilde PELTIER Monsieur Willy DJILLALI
Deuxième section	Monsieur Claude MONSIFROT Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Sylvie TEDESCO Monsieur Jean-Philippe LE DAIN
Sixième section	Madame Sonia GUICHARD Madame Florence BOURELLY
Septième section	Monsieur Pascal BRENON
Huitième section	Monsieur Patrick JULY
Neuvième section	Frédéric MOUGEOT

Article 2 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application des articles L4731-1, L4731-2 et L4731-3, R 4731-14, L8112-5 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Article 3 : Les délégations visées aux articles 1 et 2 sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérim dont ils sont chargés.

Article 4 : Les mises en demeure et les décisions d'arrêt et de reprise de travaux s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Article 5 : La présente décision abroge celle du 2 juillet 2012.

Article 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.
Vandœuvre-lès-Nancy, le 1er janvier 2013

L'Inspectrice du Travail de la 1^{ère} section
Céline MARTINO

L'Inspectrice du Travail de la 2^{ème} section
Annouk LABOURÉ

L'Inspecteur du Travail de la 3^{ème} section
Mickaël MAROT

L'Inspectrice du Travail de la 4^{ème} section
Alexandra CHALOYARD

L'Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section
Marieke FIDRY

L'Inspectrice du Travail de la 6^{ème} section
Safia ELMI-GANI

L'Inspecteur du Travail de la 7^{ème} section
Patrick OSTER

L'Inspecteur du Travail de la 8^{ème} section
Stéphanie ATZENI

L'Inspectrice du Travail de la 9^{ème} section
Diane LEPAGE

Décision du 1er mars 2013 relative à l'organisation des sections d'inspection du travail dans le département de Meurthe-et-Moselle et à l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail

La directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU le Code du Travail, notamment les articles R 8122-8 et R 8122-9,

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU le Décret 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail,

VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2012 nommant Madame Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine à compter du 1^{er} mai 2012,

DECIDE

Article 1er : Les inspecteurs du travail dont les noms suivent sont chargés de chacune des sections géographiques de l'unité territoriale chargée des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle, 23 boulevard de l'Europe, BP50219, 54506 Vandœuvre-lès-Nancy ; Tél : 03.83.50.39.00

1^{ère} section d'inspection du travail :

Madame Céline MARTINO, inspectrice du travail ;

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Herserange : Haucourt-Moulaine • Herserange • Hussigny-Godbrange • Longlaville • Mexy • Saulnes

Canton de Longwy : une seule commune, Longwy

Canton de Mont-Saint-Martin : Chenières • Cosnes-et-Romain • Cutry • Gorcy • Lexy • Mont-Saint-Martin • Réhon • Ville-Houdlémont

Canton de Tomblaine : une seule commune, Tomblaine

Canton de Villerupt : Baslieux • Bazailles • Boismont • Bréchain-la-Ville • Fillières • Laix • Morfontaine • Thil • Tiercelet • Ville-au-Montois • Villers-la-Montagne • Villerupt

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ACHILLE LEROY	JEAN MOULIN
ALFRED KRUG	JEAN SCHERBECK
ALGERIE	JOSEPH CUGNOT
ANDREU DE BILISTEIN (quai)	JOSEPH FLORENTIN (rue)
AUSTRASIE (boulevard)	JOSEPH FLORENTIN (quai)
BARON BUQUET	KANAZAWA (promenade)
BONSECOURS (port de)	LA MOTHE
CANAUZ (promenade)	LUCIEN CUENOT (espace)
CARDINAL TISSERAND	LYCEE
CARMES	MARCEL BROT
CHALIGNY	MARCEL BROT (rond point)
CHANOINE DRIOTON	MARTIN MUNIER
CHARLES WELSCHÉ	PAUL COLIN
CINQ PIQUETS (chemin)	PONTS
CRISTALLERIES	PONT CEZARD
DIGUE	PROFESSEUR ALBERT FRUHINSHOLZ
DOM CALMET	PROGRES
DOUANE	QUATRE EGLISES
FRANCOIS GUINET	RAUGRAFF
FRERES LURCAT	REMENAUVILLE
FOUR	SABLES
GEORGES DE LA TOUR	SAINT DIZIER

GLEIZE (impasse)	SAINT GEORGES (quai)
HACHE	TOMBLAINE
HENRI MENGIN (place)	VICTOR
HENRI BAZIN	VINGTIEME CORPS
INDUSTRIELLE	VISITATION
JACQUES VILLERMAUX	

2^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Annouk LABOURÉ, inspectrice du travail ;

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Audun-le-Roman : Anderny • Audun-le-Roman • Avillers • Bettainvillers • Beuvillers • Crusnes • Domprix • Errouville • Joppécourt • Joudreville • Landres • Mairy-Mainville • Malavillers • Mercy-le-Bas • Mercy-le-Haut • Mont-Bonvillers • Murville • Piennes • Preutin-Higny • Saint-Supplet • Sancy • Serrouville • Trieux • Tucquenieux • Xivry-Circourt

Canton de Brier : Anoux • Avril • Les Baroches • Briey • Joeuf • Lantéfontaine • Lubey • Mance • Mancieulles

Canton d'Homécourt : Auboué • Batilly • Hatrize • Homécourt • Jouaville • Moineville • Moutiers • Saint-Ail • Valleroy

Canton de Jarville-la-Malgrange : Heillecourt • Houdemont • Jarville-la-Malgrange • Ludres

Canton de Longuyon : Allondrelle-la-Malmaison • Beuville • Charency-Vezin • Colmey • Cons-la-Grandville • Doncourt-lès-Longuyon • Epiez-sur-Chiers • Fresnois-la-Montagne • Grand-Failly • Han-devant-Pierrepont • Longuyon • Montigny-sur-Chiers • Othe • Petit-Failly • Pierrepont • Saint-Jean-lès-Longuyon • Saint-Pancré • Tellancourt • Ugny • Villers-la-Chèvre • Villers-le-Rond • Villette • Viviers-sur-Chiers

Canton de Tomblaine : commune de Fléville-devant-Nancy : Société des Ateliers de Façonnage et de Construction en Acier

3^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Mickaël MAROT, inspecteur du travail ;

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Dieulouard : commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson

Canton de Malzéville : commune de Custines

Canton de Nomeny : Abaucourt • Armaucourt • Arraye-et-Han • Belleau • Bey-sur-Seille • Bratte • Chenicourt • Clémery • Eply • Faulx • Jeandelaincourt • Lanfroicourt • Létricourt • Leyr • Mailly-sur-Seille • Malleloy • Moivrons • Montenoy • Nomeny • Phlin • Raucourt • Rouves • Sivry • Thézey-Saint-Martin • Villers-lès-Moivrons

Canton de Pompey : Champigneulles • Frouard • Marbach • Maxéville • Pompey • Saizerais

Canton de Pont-à-Mousson : Atton • Autreville-sur-Moselle • Belleville • Bezaumont • Bouxières-sous-Froidmont • Champey-sur-Moselle • Landremont • Lesménils • Loisy • Millery • Morville-sur-Seille • Mousson • Pont-à-Mousson • Port-sur-Seille • Sainte-Geneviève • Ville-au-Val • Vittonville

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE LEMIRE	JEAN BOSCO (allée)
AMBROISE THOMAS (sentier)	JEAN LAMOUR
ANTONIN DAUM	JOLI CŒUR
ATRIE	LA FLIZE
BERGNIER	LECREULX
BERLET (Passage)	MAC MAHON
BRACONNOT	MALZEVILLE
CANAL (impasse)	MALZEVILLE (sentier)
CANROBERT	MARCEL SIMON (rond point)
CESAR BAGARD	MARTIMPREY
CHARLES DE FOUCAULD	MATHIAS SCHIFF
CHARLES DUSSAULX	MEURTHE
CHARLES KELLER	MEUTES
CHARLES V (boulevard)	MICHELET
CHÂTEAU SALINS	MOLLEVAUT
CITADELLE	OBERLIN
CLAUDOT	PEPINIERE (parc)
COLONEL PAUL DAUM	PEPINIERE (terrasse)
COURBESSEAUX (sentier)	PHILIPPE DE GULDRES
CRAFFE	PONT DE LA CROIX
CROSNE	PORT AUX PLANCHES
DIEUZE	PORT AUX PLANCHES (allée)
DIGOT (passage)	POUDRIERE (chemin)
DOCTEUR GRANDJEAN	REGNEVILLE
EDOUARD PIERSON	SABLONS (ruelle)
EMILIE DU CHATELET (promenade)	SAINT FIACRE
ERNEST BUSSIERES	SAINT VINCENT DE PAUL
EUGENE VALLIN	SAINT VINCENT DE PAUL (impasse)
FAUBOURG DES TROIS MAISONS	SEBASTIEN LECLERC
FEYENS	SELLIER

FONTENOY	SIGISBERT ADAM
FRERES DAUM	SOLIGNAC
FRERES HENRY	SUZANNE REGNAULT GOUSSET
FRERES NOEL (carrefour)	TANNERIES
FRERES SIMONIN (ruelle)	TANNERIES (sentier)
GLACIS	VANNES
GRANDVILLE	VAYRINGE
GUILBERT DE PIXERECOURT	VILLA VERDIER
GUSTAVE PETIT	VINAIGRIERS (sentier)
HENRI DEGLIN	VINGT SIXIEME R I
HENRI LEPAGE	VIRGINIE MAUVAIS
HYPPOLYTE GLEIZE	VITRIMONT (ruelle)
JACQUES DELIVRE	

4^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Alexandra CHALOYARD, inspectrice du travail ;

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Arracourt : Arracourt • Athienville • Bathélemont-lès-Bauzemont • Bezange-la-Grande • Bures • Coincourt • Juvrecourt • Mouacourt • Parroy • Réchicourt-la-Petite • Xures

Canton de Baccarat : Azerailles • Baccarat • Bertrichamps • Brouville • Deneuvre • Flin • Fontenoy-la-Joûte • Gélacourt • Glonville • Hablainville • Lachapelle • Merviller • Mignéville • Montigny • Pettonville • Reherrey • Thiaville-sur-Meurthe • Vacqueville • Vaxainville • Veney

Canton de Badonviller : Angomont • Badonviller • Bionville • Bréménil • Fenneville • Neufmaisons • Neuville-lès-Badonviller • Pexonne • Pierre-Percée • Raon-lès-Leau • Sainte-Pôle • Saint-Maurice-aux-Forges

Canton de Blâmont : Amenoncourt • Ancerville • Autrepierre • Avricourt • Barbas • Blâmont • Blémerey • Buriville • Chazelles-sur-Albe • Domèvre-sur-Vezouze • Domjevin • Emberménil • Fréménil • Fréonville • Gogney • Gondrexon • Halloville • Harbouey • Herbéviller • Igney • Leintrey • Montreux • Nonhigny • Ogéviller • Réclonville • Reillon • Remoncourt • Repaix • Saint-Martin • Vaucourt • Vého • Verdental • Xousse

Canton de Cirey-sur-Vezouze : Bertrambois • Cirey-sur-Vezouze • Parux • Petitmont • Saint-Sauveur • Tanconville • Val-et-Châtillon

Canton de Laxou : Commune de Villers-lès-Nancy

Canton de Lunéville-Nord : Anthelupt • Bauzemont • Bienville-la-Petite • Bonviller • Courbesseaux • Crévic • Deuxville • Drouville • Einville-au-Jard • Flainval • Hoéville • Hudiviller • Lunéville (fraction) • Maixe • Raville-sur-Sânon • Serres • Sommerviller • Valhey • Vitrimont

Canton de Lunéville-Sud : Bénaménil • Chanteheux • Chenevières • Crion • Croismare • Hénaménil • Hériménil • Jolivet • Laneuveville-aux-Bois • Laronxe • Lunéville (fraction) • Manonviller • Marainviller • Moncel-lès-Lunéville • Saint-Clément • Sionviller • Thiébauménil

Canton de Gerbéviller : Essey-la-Côte • Fraimbois • Franconville • Gerbéviller • Giriviller • Haudonville • Lamath • Magnières • Mattexey • Mont-sur-Meurthe • Moriviller • Moyen • Rehainviller • Remenoville • Seranville • Vallois • Vathiménil • Vennezey • Xermaménil

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE GREGOIRE	JEAN VARCOLIER (square)
ACHILLE LEVY	JOSEPH MALVAL (place)
AMERICAN LEGION (boulevard)	JULES DORGET
AMERVAL	KENNEDY (viaduc)
ARSENAL (place)	LA MADELEINE
BATAILLE (quai)	LAFAYETTE
BON PAYS (impasse)	LAFAYETTE (place)
BONSECOURS	LAVOIR SAINT JEAN
BRICE	LEOPOLD (cours)
BRICHAMBEAU (sentier)	LIEUTENANT H. CREPIN
CALLOT	LOUIS GANNE
CARNOT (place)	LOUPS
CARRIERE (place)	LUXEMBOURG (place)
CHARITE	MADemoiselle
CHARLES GUERIN	MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY
CHARLES NICOLE	MARECHAL FRANCHET D ESPEREY
CHARLES SADOUL	MARECHAL GERARD
CHEVAL BLANC	MARECHAL OUDINOT n° 1 à 91 et n° 2 à 68
CLAUDE DERUET	MARECHAUX
CLOS HINZELIN	MARGUERITE DE LORRAINE (rond point)
COLONEL FABIEN (place)	MARIE LECZINSKA
COLONEL RENARD	MAURE QUI TROMPE
COMMANDERIE N° 1 à 33 et N° 2 à 24	MAZAGRAN
CORDELIERS	METZ
COURS LEOPOLD	MICHOTTES
CRAMPEL	MIRECOURT
DAMES	MON DESERT N° 1 à 73 et n° 2 à 80
DAUPHINE	MONNAIE

DE LATTRE DE TASSIGNY	MONSEIGNEUR TROUILLET
DOCTEUR BERNHEIM	MOULIN
DOCTEUR HEYDENREICH	MULHOUSE
DOCTEUR LEVY	NABECOR
DOCTEUR LIEBAUT	OBELISQUE (allée)
DOCTEUR LOUIS MICHEL	PAUL DOUMER (avenue)
DOMREMY (square)	PETIT BOURGEOIS
DUC ANTOINE	PHALSBOURG
DUC FERRY III	PICHON
DUC RAOUL	PIERRE CHALNOT
ECURIES	PIERRE DE BLARRU
EMILE GALLE	PIERRE GRINGOIRE
ERCKMANN CHATRIAN	PIERRE VILLARD
ETANG SAINT JEAN (place)	PIROUX
ETATS	PREBOIS (chemin)
ETIENNE COURNAULT	PRESIDENT ROBERT SCHUMANN
FOCH (avenue) N° 1 à 41 et 2 à 48	PROVENCAL
FREDERIC CHOPIN	PROVENCAL (place)
FREDERIC SCHERTZER (square)	QUAI RENE II
FRERES NICOLAS	RECTEUR SENN
GABRIEL MOUILLERON	RENE CASSIN
GARENNE	RENE D ANJOU
GENERAL BALFOURIER	REPUBLIQUE
GENERAL CASTELNAU (place)	ROLAND CLAUDE
GENERAL CLINCHANT	ROTONDE
GENERAL LECLERC (avenue) n° 1 à 87 et n° 2 à 150	SAINT EPVRE
GEORGES CHEPFER	SAINT EPVRE (place)
GEORGES CLEMENCEAU (boulevard)	SAINT LEON
GHETTO DE VARSOVIE	SAINT MICHEL
GRANDE RUE	SAINT URBAIN
GUERRIER DE DUMAST	SAINTE CECILE
GUISE	SAURUPT
GUSTAVE SIMON	SONNINI
HAUT BOURGEOIS	SOURCE
HERE	STRASBOURG
HINZELIN (clos)	THIERRY ALIX
INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE	THIERS (place)
JACQUARD	TROUILLET
JACQUES BELLANGE	VAUDEMONT (place)
JACQUOT	VICTOR PROUVE
JAMERAI DUVAL	VILLEBOIS MAREUIL
JEAN JAURES	VOSGES (place)
JEAN PROUVE	

5^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Marieke FIDRY, inspectrice du travail ;

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Colombey-les-Belles : Aboncourt • Allain • Allamps • Bagneux • Barisey-au-Plain • Barisey-la-Côte • Battigny • Beuvezin • Colombey-les-Belles • Courcelles • Crépey • Dolcourt • Favières • Férocourt • Gélaucourt • Gémonville • Germiny • Gibeauville • Grimonville • Mont-l'Etoile • Pulney • Saulxerotte • Saulxures-lès-Vannes • Selaincourt • Thuilly-aux-Grasseilles • Tramont-Emy • Tramont-Lassus • Tramont-Saint-André • Uruffe • Vandeléville • Vannes-le-Châtel

Canton de Neuves-Maisons : Bainville-sur-Madon • Chaligny • Chavigny • Maizières • Maron • Méréville • Messein • Neuves-Maisons • Pont-Saint-Vincent

Cantons est et ouest de Vandœuvre-lès-Nancy

Canton de Vézelize : Autrey • Chaouilly • Clérey-sur-Brenon • Dommarie-Eulmont • Etrevail • Forcelles-Saint-Gorgon • Forcelles-sous-Gugney • Fraignes-en-Saintois • Frolois • Goviller • Gugney • Hammeville • Houdelmont • Houdreville • Laloeuf • Marthemont • Ognéville • Omelmont • Parey-Saint-Césaire • Pierreville • Praye • Pulligny • Quevilloncourt • Saxon-Sion • Thélod • They-sous-Vaudemont • Thorey-Lyautey • Vaudémont • Vézelize • Viterne • Vitrey • Vroncourt • Xeuilly

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

AIME MOROT (place)	ISABEY (ruelle)
ALEXANDRE 1 ^{er} (place)	ISRAEL SYLVESTRE
ALFRED MEZIERES	JACQUINOT

ALIX LECLERC	JEAN BAPTISTE THIERY SOLET
ANDRE MAGINOT (place)	JENNESSON
ANDRE THEURIET	JOFFRE (boulevard)
ANTOINE SAINT EXUPERY	JULIE VICTOIRE DAUBIE
ARBOIS (chemin du Mont d')	LEOPOLD LALLEMAND
ARMEE PATTON	LEPOIS
AUXONNE	LEPOIS (rond point)
AUXONNE (sentier derrière)	LIEGE
BARON LOUIS	LIGIER RICHIER
BAUDRICOURT	LORRAINE
BEL AIR	LYS ROUGE (allée)
BENIT	MANSIAUX (ruelle des)
BLEU (passage)	MARCEL DORR
BLONDLOTS	MAXEVILLE (sentier)
CENTRE COMMERCIAL SAINT SEBASTIEN	MEDREVILLE (n° 22 à 54 et 25 à 43)
CHAMP CEINTREY (ruelle)	MEIX OUTHON
CHANOINE JACOB	MICHEL NEY
CHANZY	MILTON (avenue)
CHATTON (clos)	MONSEIGNEUR THOUVENIN
CHOISEUL (quai)	MOREY
CLAUDE DEBUSSY	NICKLES
CLAUDE LE LORRAIN (quai)	NOTRE DAME
CLODION	ORATOIRE
COTE JACQUOT (sentier)	PIERRE SEMARD
CREVAUX	RAME (passage)
CROIX D AUYOT (sentier)	RAVINELLE
CYFFLE	RIGNY
DANIEL PAUL CAVALLIER	SAINT ANTOINE (ruelle)
DESILLES	SAINT JEAN
DOMBASLE (place)	SAINT SEBASTIEN
EMILE FRIANT	SAINT THIEBAUT
ESPRIT (ruelle)	SAINT VINCENT (impasse)
FERME SAINT JACQUES	SAINTE CATHERINE (lotissement)
FLORENT SCHMITT	SAPIN (sentier)
FUSILLES (pont)	SEBASTIEN BOTTIN (passage)
GILBERT	SERRE
GILBERT CAUDERAN	STANISLAS
GIORNE VIARD	TALBOUX (sentier des)
GRAND RABBIN HAGUENAUER	THONVILLE
GRAND VERGER (n° 1 à 17 et 2 à 18)	VAUCOULEURS
HALDAT (passage)	VERLAINE (n° 18 à 56 et 23 à 57)
HENRI POINCARÉ	VICTOR BASCH (square)
HERMITE	VICTOR POIREL
ISABEY	

6^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Safia ELMI-GANI, inspectrice du travail ;

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Bayon : Barbonville • Bayon • Blainville-sur-l'Eau • Borville • Brémoucourt • Charmois • Clayeures • Damelevières • Domptail-en-l'Air • Einvaux • Froville • Haigneville • Haussonville • Landécourt • Lorey • Loromontzey • Méhoncourt • Romain • Rozelieures • Saint-Boingt • Saint-Germain • Saint-Mard • Saint-Rémy-aux-Bois • Velle-sur-Moselle • Vigneulles • Villacourt • Virecourt

Canton de Domèvre-en-Haye : Andilly • Ansauville • Avrainville • Beaumont • Bernécourt • Domèvre-en-Haye • Francheville • Gézoncourt • Grisourt • Grosrouvres • Hamonville • Jaillon • Liverdun • Mamey • Mandres-aux-Quatre-Tours • Manoncourt-en-Woëvre • Manonville • Martincourt • Minorville • Noviant-aux-Prés • Rogéville • Rosières-en-Haye • Royaumeix • Tremblecourt • Velaine-en-Haye • Villers-en-Haye • Villey-Saint-Etienne

Canton d'Haroué : Affracourt • Bainville-aux-Miroirs • Benney • Bouzanville • Bralleville • Ceintrey • Crantenoy • Crévéchamps • Diarville • Gerbécourt-et-Haplefont • Germonville • Grippont • Haroué • Housséville • Jevoncourt • Laneuveville-devant-Bayon • Lebeuville • Lemainville • Leménil-Mitry • Mangonville • Neuville-sur-Moselle • Ormes-et-Ville • Rville-devant-Bayon • Saint-Firmin • Saint-Remimont • Tantonville • Vaudeville • Vaudigny • Voinémont • Xirocourt

Canton de Laxou : Laxou

Canton de Toul-Nord : Aingeray • Boucq • Bouvron • Bruley • Dommartin-lès-Toul • Ecrouves • Fontenoy-sur-Moselle • Foug • Gondreville • Lagny • Laneuveville-derrière-Foug • Lay-Saint-Remy • Lucey • Ménil-la-Tour • Pagny-derrière-Barine • Sanzey • Sexey-les-Bois • Toul (fraction) • Trondes

Canton de Toul-Sud : Bicqueley • Blénod-lès-Toul • Bulligny • Charmes-la-Côte • Chaudeney-sur-Moselle • Choloy-Ménillot • Crézilles • Domgermain • Gye • Mont-le-Vignoble • Moutrot • Oche • Pierre-la-Treiche • Sexey-aux-Forges • Toul (fraction) • Villey-le-Sec

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE GRIDEL (n° 3 à 11 et 2 à 8)
ANATOLE France (avenue)
ARISTIDE BRIAND
BEGONIAS
BELFORT
BOFFRAND (avenue)
CAMILLE MATHIS
CHANOINE BLAISE
CHARLEMAGNE (boulevard)
CHRISTIAN PFISTER
COMMANDERIE N° 35 à la fin et n° 26 à la fin
COMMANDERIE (place)
COURBET
CROIX DE BOURGOGNE (place)
CRONSTADT (n° 1 à 17 et 2 à 14)
DUCS DE BAR (place)
DUPONT DES LOGES
DURIVAL
FOCH (avenue) N° 43 à la fin et n° 52 à la fin
FRANCOIS DE NEUFCHATEAU
GENERAL HOCHÉ
GONCOURT
GRAFFIGNY
HENNER
HENNER (impasse)
HYPPOLYTE MARINGER (avenue)
JEANNE D'ARC

JULES FERRY
KLEBER
LAVIGERIE
LAXOU
LAZARE CARNOT
LOTHAIRE II
LOUIS MAJORELLE
MADAME DE VANNOZ
MARCEAU (passage)
MEDREVILLE (n° 3 à 17 et 2 à 14)
MON DESERT N° 77 à la fin et n° 84 à la fin
OCTROI
PALISSOT
PASTEUR
PAUL PAINLEVE (place)
PIERRE CREVISIER (impasse)
RAYMOND POINCARÉ
SAINT LAMBERT
SAINT LAMBERT (ruelle)
SERGENT BOBILLOT (n° 1 à 11 et 2 à 20)
TEMERAIRE
VANNOZ (Madame de)
VERLAINE (n° 1 à 16 et 2 à 17)
VICTOR LEMOINE
VIEIL AITRE
VILLERS
WINSTON CHURCHILL

7^{ème} section d'inspection du travail :

Monsieur Patrick OSTER, inspecteur du travail ;

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Malzéville (à l'exception de la commune de Custines) : Agincourt • Amance • Bouxières-aux-Chênes • Bouxières-aux-Dames • Brin-sur-Seille • Dommartin-sous-Amance • Eulmont • Laitre-sous-Amance • Lay-Saint-Christophe • Malzéville

Canton de Saint-Max : Dommartemont • Essey-lès-Nancy • Saint-Max

Canton de Saint-Nicolas-de-Port : Azelot • Burthecourt-aux-Chênes • Coyviller • Dombasle-sur-Meurthe • Ferrières • Flavigny-sur-Moselle • Lupcourt • Manoncourt-en-Vermois • Richardmémil • Rosières-aux-Salines • Saffais • Saint-Nicolas-de-Port • Tonnoy • Ville-en-Vermois

Canton de Seichamps : Champenoux • Laneuvelotte • Mazerulles • Moncel-sur-Seille • Pulnoy • Saulxures-lès-Nancy • Seichamps • Sornéville • Velaine-sous-Amance

Canton de Tomblaine : Art-sur-Meurthe • Buissoncourt • Cerville • Erbéviller-sur-Amezule • Fléville-devant-Nancy (à l'exception de la Société des Ateliers de Façonnage et de Construction en Acier) • Gellenoncourt • Haraucourt • Laneuveville-devant-Nancy • Lenoncourt • Réméréville • Varangéville

8^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Stéphanie ATZENI, inspectrice du Travail ;

A l'exception des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Chambley-Bussières : Chambley-Bussières • Dampvitoux • Hagéville • Mars-la-Tour • Onville • Puxieux • Saint-Julien-lès-Gorze • Sponville • Tronville • Villecey-sur-Mad • Waville • Xonville

Canton de Conflans-en-Jarnisy : Abbéville-les-Conflans • Affléville • Allamont • Béchamp • Boncourt • Brainville • Bruville • Conflans-en-Jarnisy • Doncourt-lès-Conflans • Fléville-Lixières • Friaucourt • Giraumont • Gondrecourt-Aix • Hannonville-Suzémont • Jarny • Jeandelize • Labry • Mouaville • Norroy-le-Sec • Olley • Ozerailles • Puxe • Saint-Marcel • Thumeréville • Ville-sur-Yron

Canton de Dieulouard (à l'exception de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson) : Dieulouard • Fey-en-Haye • Jezainville • Maidières • Montauville • Norroy-lès-Pont-à-Mousson • Pagny-sur-Moselle • Prény • Vandières • Villers-sous-Prény

Canton de Thiaucourt-Regniéville : Arnaville • Bayonville-sur-Mad • Bouillonville • Charey • Dommartin-la-Chaussée • Essey-et-Maizerais • Euvezin • Flirey • Jaulny • Limey-Remenauville • Lironville • Pannes • Rembercourt-sur-Mad • Saint-Baussant • Seicheprey • Thiaucourt-Regniéville • Vandelayville • Viéville-en-Haye • Vilcey-sur-Trey • Xammes

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent et tous les secteurs géographiques délimités par l'avenue du Rhin, le boulevard de Scarponne, le boulevard Albert 1^{er}, la rue Victor Hugo, la rue du grand verger, l'avenue Anatole France, le quartier de Médreville entre l'avenue Anatole France et l'avenue de Boufflers, le quartier Beaugard entre la commune de Laxou et l'avenue de Boufflers :

ABBE GRIDEL (n° 10 à 44 et 15 à 25)	GRAND VERGER (ruelle)
ALAIN FOURNIER (place)	GUSTAVE CHARPENTIER
ALBERT 1ER (boulevard)	GUSTAVE EIFFEL
ALBIN HALLER	GUY ROPARTZ
AMANCE	HAUSSONVILLE (boulevard)
AMBROISE PARE	HAUT DE CHEVRE (chemin)
AMBROISE THOMAS	HAUT DU LIEVRE (sentier)
AMIRAL GUEPRATTE	HELENE BOUCHER
ANDRE MESSEAGER	HENRY LEVY
ANNE FERIET	JACQUES GRUBER
AUGUSTIN HACQUARD	JEAN BAPTISTE LULLI
BADONVILLER	JEAN MERMOZ
BASSOMPIERRE	JEAN MIHE

BEAUREGARD	JULES LARCHER (impasse)
BEAUVAU	JOSEPH LAURENT
BELLEVUE (chemin)	JOSEPH MOUGIN
BERGAMOTE	JULES VERNE (place)
BLANDAN (impasse)	KARLSRUHE (place)
BOIS LE PRETRE	LACRETELLE
BOUDIERE	LACRETELLE (sentier)
BOUDONVILLE	LAURENT BONNEVAY
BOUFFLERS (avenue et square)	LEGION ETRANGERE
BRABOIS (avenue)	LEON TONNELIER
BUTHEGNEMONT	LEONARD BOURCIER
BUTHEGNEMONT (rond point)	LIBERATION
CAMILLE CAVALIER (place)	LOUIS BRAILLE
CAPITAINE GUYNEMER	LUCILE MALAISE
CARDINAL MATHIEU	LUDOVIC BEAUCHET
CARDINAL MATHIEU (impasse)	MARECHAL EXCELMANS
CARMEL (allée)	MARECHAL GALLIENI
CHAMPENOUX	MARECHAL JUIN
CHARLES MARTEL	MARECHAL OUDINOT n° 93 à la fin et n° 72 à la fin
CHARMOIS	MARIE MARVINGT
CHEMIN BLANC	MARIE ODILE
CHIENNERIE	MARQUETTE
CHRISTIAN MOENCH	MARSAL
CLOS CHATTON (sentier)	MARS LA TOUR
CLOS DE CHEVRE (sentier)	MARYSE HILSZ
CLOS SAINT JACQUES	MAURICE RAVEL (place)
COLLINE	MEDREVILLE (n° 22 à 54 et 25 à 43)
COLONEL COURTOT DE CISSEY	MEDREVILLE (allées)
COLONEL GRANVAL	MESSIER
COMMANDANT IGIER (impasse)	MONTREVILLE
CORIOLIS	MONTREVILLE (impasse)
COTE	MOULIN DE BOUDONVILLE
COTE (ruelle)	MOUSSON
COURTOT DE CISSEY	9E DIVISION INFANTERIE COLONIALE (place)
CROIX GAGNEE	NOMENY
CROIX SAINT CLAUDE (chemin)	NOTRE DAME DE LOURDES
CRONSTADT (n° 22 à 44 et 21 à 47)	NOTRE DAME DES ANGES
CURE D AIR (escalier de la)	NUNGESSER ET COLI
DARIUS MILLIAUD (place)	PADOUE (place)
DAUTREMER (place)	PAIX
DOCTEUR BLEICHER	PARIS
DOCTEUR FRIOT	PIERRE DAC
DOCTEUR LIONEL PELERIN (place)	PIERRE DE SIVRY
DOMINIQUE LOUIS	PIERRE SCHAEFFER
DONREMY	PLACIEUX
DOYEN LAURENT JOSEPH	PRENY
EDMONT ABOUT	PRETORIA (impasse)
EMILE BERTIN	PREVOYANCE
EMILE COUE	RAYMOND PINCHARD (avenue)
EMILE GEBHARD	RAYMOND VANIER
EMILE MOSELLY	RENAUDINE
EPINAL	RHIN
ERNEST BICHAT	ROBERT LAVERNY (place)
EUGENE CORBIN	ROCHES (allée)
EUGENE HUGO	ROME
FABERT	ROUBAIX
FAMILLES (rond point)	SAINT BODON
FELIX FAURE	SAINT EXUPERY

FOUCOTTE	SAINT MANSUY
FRANÇAIS	SAINT MANSUY (passage)
FRANCIS POULENC	SANTIFONTAINE
FRANCOIS COUPERIN	SCARPONE
FRERES VOIRIN	SERGEANT BLANDAN (Placieux à Gl Leclerc)
GABRIEL PIERNE	SERGEANT BOBILLOT (n° 24 à 58 et 15 à 37)
GENERAL CHEVERT	SIDNEY BECHET
GENERAL CUSTINE	SIFFLETS (chemin)
GENERAL DE LANDREMONT	TEULOTTE (sentier)
GENERAL DUROC	THEODORE DEVILLY
GENERAL FABVIER	TUILERIE
GENERAL FRERE	TURINAZ
GENERAL GOURAUD	TURIQUE
GENERAL HAXO	VAUBAN
GENERAL HULOT	VERDUN
GENERAL LECLERC (avenue) n° 97 à la fin et n° 156 à la fin	VICTOR HUEL
GENERAL MANGIN (avenue)	VICTOR HUGO
GENERAL MARGUERITE	VICTOR HUGO (ruelle)
GEORGES BRASSENS	VIGNES (sentier)
GERBEVILLER	VIRAY
GODFROY DE BOUILLON (place)	VIRAY (rond-point)
GRAND VERGER	VITTEL

Entreprises ferroviaires : tous les cantons du département :

- la SNCF et les établissements exerçant une activité de transports sur le réseau ferré national pris au sens du Décret n° 2003-194 du 07 mars 2003
- les entreprises extérieures intervenant au sein de la SNCF et de ces établissements, à l'exception de l'enceinte des gares comprenant des commerces ou d'autres activités, occupant du personnel, ainsi que des entreprises situées sur les terrains de la SNCF
- les entreprises de travaux ferroviaires intervenant sur l'emprise du réseau ferré national (voies ferrées, aiguillages, quais...)

9^{ème} section d'inspection du travail :

Madame Diane LEPAGE, inspectrice du travail ;

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section :

Ensemble des entreprises agricoles telles que définies par l'article L 717-1 du Code rural pour la totalité des cantons de Meurthe-et-Moselle ainsi que les entreprises extérieures intervenant au sein des entreprises du régime agricole précité

Entreprises toutes activités (ensemble des codes NAF) : secteur Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE DIDELOT	JARDINIERS
ALBERT LEBRUN	JEAN MONNET
ALLIANCE (place)	JEANNOT
ANDRE CAJELOT (place)	LA SALLE
BAILLY	LACORDAIRE
BASTIEN LEPAGE	LIONNOIS
BITCHE	LOBAU
BOULAY DE LA MEURTHE	LYAUTEY
CAMILLE CLAUDEL	LYCEE
CARDINAL TISSERAND	MABLY
CARMES	MANEGE
CASINO (passage)	MANSUY GAUVAIN
CAVEAU (impasse)	MAURICE BARRES
CHANOINE (allée)	MOLITOR
CHANOINES	MONSEIGNEUR RUCH (place)
CHARLES ETIENNE COLLIGNON	MONTESQUIEU
CHARLES III	ORPHELINES
CLAUDE CHARLES	PIERRE FOURIER
CLAUDE ERIGNAC	PONT MOUJA
CLOITRE	PONTS
COLONEL DRIANT (place)	PREFET CLAUDE ERIGNAC
DIDION	PRIMATALE
DIVISION DE FER (place)	QUAI SAINTE CATHERINE
DOCTEUR SCHMITT	QUATRE EGLISES
DOM CALMET	RAUGRAFF
DOMINICAIS	RECTEUR LOUIS BRUNTZ

DOMINICAIS (passage)	SAINT DIZIER
DOYEN MARCEL ROUBAULT (place)	SAINT GEORGES
DROUIN	SAINT JULIEN
FABRIQUES	SAINT NICOLAS
FAIENCERIE	SAINTE ANNE
FOLLER	SAINTE CATHERINE
FOUR	SALPETRIERE
GAMBETTA	SAVERNE
GAUGUIN (allée)	SŒURS MACARONS
GENERAL DROUOT	STANISLAS (place)
GENERAL DROUOT (allée)	TAPIS VERT
GENERAL GIRAUD (place)	TIERCELINS
GIRARDET	TROIS ECOLES (allée)
GODRON	UTRILLO
GUIBAL	VAN GOGH (allée)
HACHE	VIC
HENRI LORITZ (place)	VINGTIEME ET UNE R.A.
HENRI MENGIN (place)	VISITATION
ILE DE CORSE	

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'une des inspectrices ou de l'un des inspecteurs ci-dessus désignés, l'intérim est organisé au sein de chaque pôle défini comme suit :

Pôle 1 : 1^{ère} et 2^{ème} section

Pôle 2 : 3^{ème} et 7^{ème} section

Pôle 3 : 4^{ème} et 5^{ème} section

Pôle 4 : 6^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} section

En cas d'impossibilité d'organisation par pôle, l'intérim sera aménagé selon les modalités ci-après :

1^{ère} section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 1^{ère} section est assuré par l'inspecteur du travail de la 2^{ème} section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 6^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 7^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 8^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 9^{ème} section.

2^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 2^{ème} section est assuré par l'inspecteur du travail de la 3^{ème} section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 6^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 7^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 8^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 9^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1^{ère} section.

3^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 3^{ème} section est assuré par l'inspecteur du travail de la 4^{ème} section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 6^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 7^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 8^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 9^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1^{ère} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2^{ème} section.

4^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 4^{ème} section est assuré par l'inspecteur du travail de la 5^{ème} section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 6^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 7^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 8^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 9^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1^{ère} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3^{ème} section.

5^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 5^{ème} section est assuré par l'inspecteur du travail de la 6^{ème} section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 7^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 8^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 9^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1^{ère} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4^{ème} section.

6^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 6^{ème} section est assuré par l'inspecteur du travail de la 7^{ème} section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 8^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 9^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1^{ère} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5^{ème} section.

7^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 7^{ème} section est assuré par l'inspecteur du travail de la 8^{ème} section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 9^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1^{ère} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 6^{ème} section.

8^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 8^{ème} section est assuré par l'inspecteur du travail de la 9^{ème} section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1^{ère} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 6^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 7^{ème} section.

9^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 9^{ème} section est assuré par l'inspecteur du travail de la 1^{ère} section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 6^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 7^{ème} section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 8^{ème} section.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané des inspecteurs du travail faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées à l'article 2, et en l'absence de tout inspecteur du travail présent dans l'unité territoriale (1), l'intérim est assuré par Monsieur Christian HALLINGER, directeur adjoint du travail.

Article 4 : La directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1er mars 2013

La Directrice Régionale des Entreprises,
de la Concurrence de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi en Lorraine,
Danièle GIUGANTI

(1) Il est rappelé que, sous l'empire des dispositions antérieures à l'intervention du décret n°2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, le Conseil d'Etat a jugé « que le directeur dans le départemental du travail, ou, à défaut, le directeur départemental adjoint » ne peut « exercer cette suppléance que si aucun autre inspecteur du travail exerçant dans le département n'est en mesure de le faire » (CE 3 avril 1991, société CIT-Alcatel c/Garrel, n°92950, Rec. p. 663).

Décision d'agrément du 1er mars 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association D'IDEES à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 20 février 2013 présentées par Monsieur Kurt-Arnd NESTLER - Président de l'association D'IDEES - 15 rue du Lieutenant Crépin - 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : L'association D'IDEES - 15 rue du Lieutenant Crépin - 54000 NANCY

SIRET 442 384 558 000 23 code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 1er mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE****RESSOURCES MILIEUX NATURELS**

Arrêté N° 2013-DREAL-RMN-92 du 6 mars 2013 autorisant à déroger aux interdictions de capture temporaire avec relâcher sur place, mutilation par prélèvements biologiques, transport, détention, utilisation et destruction de spécimens de Salamandre tachetée

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et L.411-2 et les articles R.411-1 à R.411-14 ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
VU l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces formulée par le Muséum National d'Histoire Naturelle dans le cadre du projet « TRANSFER » et le dossier présenté au président de la commission faune du Conseil National de Protection de la Nature ;
VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de la Protection de la Nature commission faune n°12/920 en date du 02 décembre 2012 ;
CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte sur la capture à des fins scientifiques de spécimens de Salamandre tachetée ;
CONSIDÉRANT l'intérêt des captures et des analyse génétiques pour la connaissance et la protection de la faune sauvage ;
CONSIDÉRANT l'absence de solution technique pertinente et satisfaisante pour la réalisation de cette étude ;
Considérant que cette demande s'inscrit dans le cadre du projet « TRANSFER » visant à évaluer la transparence écologique de tronçons ferroviaires ;
CONSIDÉRANT que la demande de dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations de Salamandre tachetée dans leur aire de répartition naturelle ;
CONSIDÉRANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction de capture avec relâcher et prélèvements biologiques de spécimens de Salamandre tachetée se trouvent ici réunies ;
SUR proposition de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine

ARRETE**Article 1er** : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est le Muséum National d'Histoire Naturelle – 57 rue Cuvier – 75231 - PARIS Cedex 05.
Peuvent intervenir sous la responsabilité du bénéficiaire toute personne qu'il aura mandatée notamment Mme ROGÉON Géraldine et M. SORDELLO Romain.

Article 2 : Nature de la dérogation

Les mandataires cités à l'article 1er sont autorisés à déroger aux interdictions de capture temporaire avec relâcher sur place, de mutilation par prélèvements d'échantillons biologiques, de transport, détention, utilisation et destruction de spécimens de Salamandre tachetée (*Salamandra salamandra*).

Article 3 : Localisation

Les opérations prévues à l'article 2 peuvent être réalisées sur l'ensemble des communes du département de Meurthe et Moselle se trouvant sur le tracé de la ligne LGV Est.

Article 4 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des engagements et des mesures décrites dans le dossier et à condition que les animaux capturés vivants soient relâchés sur place dans les meilleurs délais après les manipulations prévues dans le protocole scientifique.

Le dossier est consultable à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, service Ressources et Milieux Naturels.

Article 5 : Modalités de suivi

Le bénéficiaire fait réaliser à ses frais un rapport des opérations. Les résultats du suivi des populations sont transmis à la DREAL Lorraine au plus tard au 31 juillet 2014.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté et permet la réalisation des activités visées à l'article 2 jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 7 : Autres procédures

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération sus-mentionnée.

Article 8 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 4 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 10 : Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,
- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 11 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié

* au Muséum National d'Histoire Naturelle,

* à Mme ROGÉON et M. SORDELLO ;

- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

- et dont copie sera adressée à :

- * Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
- * Monsieur le Sous-préfet de Toul,
- * Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine,
- * Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- * Monsieur le Directeur régional de Réseau Ferré de France,
- * Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle,
- * Monsieur le Directeur territorial de l'Office national des forêts,
- * Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse,
- * Monsieur le chef du service départemental de Meurthe et Moselle de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques,
- * Monsieur le chef du service départemental de Meurthe et Moselle de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage,
- * Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle.

Metz, le 6 mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Régionale,

Par subdélégation, la Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,

Marie-Pierre LAIGRE

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE

Décision du 20 février 2013 portant fermeture définitive d'un débit de tabac à NEUVES-MAISONS (54230) à la date du 1er mars 2013

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,

VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 8 et 37,

VU la délégation de signature du 27 mars 2012 concernant le décret susvisé,

CONSIDÉRANT le courrier de démission et de demande d'allocation viagère des gérants de débits de tabac, reçu le 15 février 2013, sollicité par Monsieur Noël COURTOIS pour la date du 1er mars 2013,

DECIDE

la fermeture définitive du débit de tabac N° 5400685M sis 118 rue Jean Jaurès à Neuves-Maisons (54230) à la date du 1er mars 2013.

Nancy, le 20 février 2013

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

Christian LEBLANC

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

SIP DE LUNEVILLE

Procuration du 3 septembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Jean-Paul DUMOITIER, Inspecteur divisionnaire

Le soussigné Roselyne GIURIANI, Comptable du SIP de Lunéville,

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général DUMOITIER Jean-Paul, Inspecteur divisionnaire,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le SIP DE LUNEVILLE,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du SIP DE LUNEVILLE, entendant ainsi transmettre à Monsieur DUMOITIER Jean-Paul tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

DUMOITIER Jean-Paul,

Inspecteur divisionnaire

Signature du mandant

GIURIANI Roselyne,

Comptable SIP-E

le cas échéant,

donner délégation à M. DUMOITIER Jean-Paul, Inspecteur divisionnaire, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

Signature du délégataire

DUMOITIER Jean-Paul,

Inspecteur divisionnaire

Signature du délégant

GIURIANI Roselyne,

Comptable SIP-E

Lunéville, le 3 septembre 2012

Procuration du 3 septembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Stéphane FROELIGER, Inspecteur des Finances Publiques

Le soussigné Roselyne GIURIANI, Comptable du SIP de Lunéville,

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général FROELIGER Stéphane, Inspecteur des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le SIP DE LUNEVILLE,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la

gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du SIP DE LUNEVILLE, entendant ainsi transmettre à Monsieur FROELIGER Stéphane tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

FROELIGER Stéphane,

Inspecteur des Finances Publiques

le cas échéant,

donner délégation à M FROELIGER Stéphane Inspecteur des Finances Publiques pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

Signature du délégataire

FROELIGER Stéphane,

Inspecteur des Finances Publiques

Lunéville, le 3 septembre 2012

Signature du mandant

GIURIANI Roselyne,

Comptable SIP-E

Signature du délégant

GIURIANI Roselyne,

Comptable SIP-E

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté 2013/DDT54/AFC/n° 028 du 19 février 2013 fixant la liste des organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles représentatives dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 90-187 du 28 février 1990 relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions ;

VU le décret n° 2000-139 du 16 février 2000 fixant les conditions de représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains comités, commissions ou organismes et modifiant le décret n° 90-187 du 28 février 1990 ;

VU le décret n°2012-838 du 29 juin 2012 relatif aux élections aux chambres d'agriculture et modifiant le décret n° 90-187 du 28 février 1990 ;

VU les arrêtés préfectoraux DDAF/2007/239 du 2 juillet 2007 et DDT/AFC/2011/269 du 26 mai 2011 fixant la liste des organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles représentatives dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU les résultats des élections du 31 janvier 2013 à la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR le rapport de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ;

ARRETE

Article 1er : Sont habilitées à siéger dans le département de Meurthe-et-Moselle, au titre des organisations d'exploitants agricoles représentatives :

- les Jeunes Agriculteurs de Meurthe-et-Moselle dont le siège est sis 5 rue de la Vologne – 54420 LAXOU ;

- la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Meurthe-et-Moselle dont le siège est sis 5 rue de la Vologne – 54420 LAXOU ;

- la Coordination rurale de Meurthe-et-Moselle dont le siège est sis 240 rue de Cumène – 54230 NEUVES-MAISONS ;

- la Confédération paysanne de Meurthe-et-Moselle dont le siège est sis 51 en Chvêrue – 54200 LUCEY.

Article 2 : Les arrêtés préfectoraux DDAF/2007/239 du 2 juillet 2007 et DDT/AFC/2011/269 du 26 mai 2011 sont abrogés.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Nancy, le 19 février 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 030 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIERES-AUX-CHENES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3422

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/10/2012 par le GAEC DE L'ENCLOS (Messieurs SCHWARTZ Yves - Gilles et Luc) à ARMAUCOURT concernant 111,39 ha situés à BOUXIERES AUX CHENES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement - Intégration de M. MOUCHETTE Gérard, exploitant individuel, en tant qu'associé au sein du GAEC DE L'ENCLOS,

VU les demandes concurrentes de l'EARL SAINT CHARLES, de Monsieur BONCOURT Julien, de l'EARL DE LA PETITE SEILLE (non soumis) et de Monsieur GERARD Sylvain (non soumis),

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du GAEC de L'ENCLOS relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),
CONSIDERANT que les demandes de L'EARL SAINT CHARLES et de Monsieur BONCOURT Julien relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),
CONSIDERANT que les demandes de L'EARL DE LA PETITE SEILLE et de Monsieur GERARD Sylvain ne sont pas soumises à autorisation d'exploiter,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DE L'ENCLOS, composé de Messieurs SCHWARTZ Yves - Gilles et Luc, :

- est autorisé à exploiter 35,41 ha :

* territoire de BOUXIERES AUX CHENES les parcelles YC 22 – YH 46 – YT 1-2 – YV 18-19-38-40-41-42-47-48-49

- n'est pas autorisé à exploiter 75,98 ha :

* territoire de BOUXIERES AUX CHENES les parcelles YH 14-15-16-17-18-19-20-28— YK 1-2-3-4-5-6-13 – YS 18-19 – YV 3-12-13-14-15-17-39-44-45-46-50-51-52-53 – YW 36-38-39-41

conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE L'ENCLOS (Messieurs SCHWARTZ Yves - Gilles et Luc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs SCHWARTZ Yves - Gilles et Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BOUXIERES AUX CHENES pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 031 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIERES-AUX-CHENES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3487

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/01/2013 par Monsieur BONCOURT Julien à BOUXIERES AUX CHENES concernant 22,87 ha situés à BOUXIERES AUX CHENES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes du GAEC DE L'ENCLOS et de Monsieur GERARD Sylvain (non soumis),

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du GAEC de L'ENCLOS relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de Monsieur BONCOURT Julien relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

CONSIDERANT que la demande de Monsieur GERARD Sylvain ne sont pas soumise à autorisation d'exploiter,

DECIDE

Article 1er : Monsieur BONCOURT Julien, est autorisé à exploiter 22,87 ha, (BOUXIERES AUX CHENES parcelles YV 03-17-45-39-50-53) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BONCOURT Julien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BONCOURT Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BOUXIERES AUX CHENES pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 032 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOUXIERES-AUX-CHENES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3490

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/01/2013 par l'EARL SAINT CHARLES (Messieurs DOYEN Jean-Pierre et Christophe) à BOUXIERES AUX CHENES concernant 6,67 ha situés à BOUXIERES AUX CHENES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU les demandes concurrentes du GAEC DE L'ENCLOS, de l'EARL DE LA PETITE SEILLE (non soumis) et de Monsieur GERARD Sylvain (non soumis),
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du GAEC de L'ENCLOS relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),
CONSIDERANT que la demande de L'EARL SAINT CHARLES relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),
CONSIDERANT que les demandes de l'EARL DE LA PETITE SEILLE et de Monsieur GERARD Sylvain ne sont pas soumises à autorisation d'exploiter,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL SAINT CHARLES, composé de Messieurs DOYEN Jean-Pierre et Christophe, est autorisé à exploiter 6,67 ha (BOUXIERES AUX CHENES parcelles YK 5-6-13) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL SAINT CHARLES (Messieurs DOYEN Jean-Pierre et Christophe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs DOYEN Jean-Pierre et Christophe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BOUXIERES AUX CHENES pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 033 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à THUMEREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3504

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/01/2013 par le GAEC des 4 CHEMINS (Messieurs FRANCOIS Eric - SCHUTZ Jean-Paul et THOMAS Rémy) à THUMEREVILLE concernant 4,93 ha situés à THUMEREVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU la demande concurrente de l'EARL DU SART à BONCOURT (non soumis),
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement du GAEC DES QUATRE CHEMINS relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),
CONSIDERANT que la demande de L'EARL DU SART n'est pas soumise,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC des 4 CHEMINS, composé de Messieurs FRANCOIS Eric - SCHUTZ Jean-Paul et THOMAS Rémy :

- est autorisé à exploiter 3,90 ha :
 - * territoire de THUMEREVILLE les parcelles ZD 16partie(2,60 ha) + autre (1,30 ha)
- n'est pas autorisé à exploiter 1,03 ha :
 - * territoire de THUMEREVILLE la parcelle ZC 14

conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des 4 CHEMINS (Messieurs FRANCOIS Eric - SCHUTZ Jean-Paul et THOMAS Rémy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs FRANCOIS Eric - SCHUTZ Jean-Paul et THOMAS Rémy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de THUMEREVILLE pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 034 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à THUMEREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3503

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/01/2013 par l'EARL de la GAULE (Monsieur SCHEFFGES Matthieu) à THUMEREVILLE concernant 4,52 ha situés à THUMEREVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL de la GAULE, composé de Monsieur SCHEFFGES Matthieu, est autorisé à exploiter 4,52 ha (THUMEREVILLE parcelles A 183 - ZA 15-16-20) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la GAULE (Monsieur SCHEFFGES Matthieu).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur SCHEFFGES Matthieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de THUMEREVILLE pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 035 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à THUMEREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3455

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/11/2012 par l'EARL de FIQUELMONT (Monsieur BOULANGER Bertrand) à THUMEREVILLE concernant 3,70 ha situés à THUMEREVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL de FIQUELMONT, composé de Monsieur BOULANGER Bertrand, est autorisé à exploiter 3,70 ha (THUMEREVILLE parcelle ZD 16partie) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de FIQUELMONT (Monsieur BOULANGER Bertrand).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BOULANGER Bertrand, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de THUMEREVILLE pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 036 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEZIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3435

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/11/2012 par l'EARL DU PAVILLON (Monsieur Madame SAUNIER Emmanuel et Sandrine) à BEUVEZIN concernant 7,92 ha situés à BEUVEZIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU la demande concurrente de Monsieur PETITJEAN Jérôme à BEUVEZIN en vue de son installation au 1er mai 2013,
VU la demande concurrente de Monsieur DUPRE Fabrice à TRAMONT LASSUS (non soumis),
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que la demande d'agrandissement de L'EARL DU PAVILLON relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

DECIDE

Article 1er : L'EARL DU PAVILLON, composé de Monsieur Madame SAUNIER Emmanuel et Sandrine, n'est pas autorisé à exploiter 7,92 ha (BEUVEZIN parcelles B 768 - ZB 71 - ZC 7-67-68) objets de la demande déposée

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU PAVILLON (Monsieur Madame SAUNIER Emmanuel et Sandrine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur Madame SAUNIER Emmanuel et Sandrine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BEUVEZIN pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 037 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JEVONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3505

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/12/2013 par l'EARL HAUTE MAISON (Monsieur Mesdames OLIVIER Patrick et Catherine - ANDRE Monique) à AMBACOURT concernant 4,46 ha situés à JEVONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL HAUTE MAISON, composé de Monsieur Mesdames OLIVIER Patrick et Catherine - ANDRE Monique, est autorisé à exploiter 4,46 ha (JEVONCOURT parcelles ZC 26 - 27) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL HAUTE MAISON (Monsieur Mesdames OLIVIER Patrick et Catherine - ANDRE Monique).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur Mesdames OLIVIER Patrick et Catherine - ANDRE Monique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de JEVONCOURT pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 038 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à REMENOVILLE - GERBEVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3506

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/01/2013 par le GAEC DU PREY (Messieurs VIRIAT Georges et J.F.) à REMENOVILLE concernant 3,69 ha situés à REMENOVILLE et GERBEVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DU PREY, composé de Messieurs VIRIAT Georges et J.F., est autorisé à exploiter 3,69 ha (GERBEVILLER parcelle ZC 231 - REMENOVILLE parcelles ZC 8 - ZD 11 - ZI 4) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU PREY (Messieurs VIRIAT Georges et J.F.).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs VIRIAT Georges et J.F., au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de REMENOVILLE et GERBEVILLER pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 039 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BASLIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3485

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/01/2013 par l'EARL DE LA COTE DES VIGNES (Monsieur KLEIN Thierry) à PIERREPONT concernant 28,73 ha situés à BASLIEUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation, avec les aides de l'Etat, de son fils Guillaume,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL DE LA COTE DES VIGNES, composé de Monsieur KLEIN Thierry, est autorisé à exploiter 28,73 ha (BASLIEUX parcelles AB 0136 - ZA 0009-0010-0014 - ZC 0016-0017-0018-0029-0030-0031-0172 - ZE 0061 - ZH 0004-0021-0169-0173) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA COTE DES VIGNES (Monsieur KLEIN Thierry).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur KLEIN Thierry, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BASLIEUX pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 040 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à PAGNEY-DERRIERE-BARINE - LUCEY - BRULEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3440

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/01/2013 par la SCEA du DOMAINE de l'AMBROISIE (Messieurs COLSON Thomas et WELTER Rémy) à TOUL concernant 4,58 ha situés à PAGNEY DERRIERE BARINE - LUCEY et BRULEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : La SCEA du DOMAINE de l'AMBROISIE, composée de Messieurs COLSON Thomas et WELTER Rémy, est autorisée à exploiter 4,58 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA du DOMAINE de l'AMBROISIE (Messieurs COLSON Thomas et WELTER Rémy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs COLSON Thomas et WELTER Rémy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de PAGNEY DERRIERE BARINE - LUCEY - BRULEY pour affichage.
Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 041 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3497

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/01/2013 par l'EARL LA CHAMBOLENE (Messieurs COLIN Thomas et Michel) à VILLEY LE SEC concernant 9,35 ha situés à CHAUDENEY SUR MOSELLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL LA CHAMBOLENE, composé de Messieurs COLIN Thomas et Michel, est autorisé à exploiter 9,35 ha (CHAUDENEY SUR MOSELLE parcelles ZL 48-49-50) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL LA CHAMBOLENE (Messieurs COLIN Thomas et Michel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs COLIN Thomas et Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de CHAUDENEY SUR MOSELLE pour affichage.
Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 042 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAIZERAIS - DIEULOUARD - BELLEVILLE - GEZONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3468

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/01/2013 par le GAEC DU VAUDOUX (Monsieur MAIRE Daniel et Yvon) à BELLEVILLE concernant 89,56 ha situés à SAIZERAIS - DIEULOUARD - BELLEVILLE et GEZONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement suite à l'intégration de M. FAVIER Daniel, exploitant individuel, au sein du GAEC DE VAUDOUX,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC DU VAUDOUX, composé de Monsieur MAIRE Daniel et Yvon, est autorisé à exploiter 89,56 ha (BELLEVILLE parcelles ZA 6-7-8-9-10-11-18-19 – DIEULOUARD parcelles AB 913 -D 176 - AR 230 - ZC 02 -ZL 42-43-44-45-46-47-108-109-150-153-200-201 - ZM 54 - ZT 01-04-07-08-10- ZS 7-8-9-10-11-12-13-14- GEZONCOURT parcelles ZC 036-045- ZD 023 – SAIZERAIS parcelles ZA 17-18-19-20) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU VAUDOUX (Monsieur MAIRE Daniel et Yvon).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur MAIRE Daniel et Yvon, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de SAIZERAIS - DIEULOUARD - BELLEVILLE et GEZONCOURT pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 043 du 20 février 2013 - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3463

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/01/2013 par la SCEA SAINT-FRANCOIS (Messieurs LANBLIN Claude et Jean-Paul) à ART SUR MEURTHE; la motivation et le résultat étant l'intégration au sein de la SCEA d'Anne LANBLIN qui n'a pas la capacité professionnelle,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : La SCEA SAINT-FRANCOIS, composée de Messieurs LANBLIN Claude et Jean-Paul et de Melle LANBLIN Anne, est autorisée à exploiter conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA SAINT-FRANCOIS (Messieurs LANBLIN Claude et Jean-Paul et de Melle LANBLIN Anne).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs LANBLIN Claude et Jean-Paul et de Melle LANBLIN Anne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 044 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LOISY - SAIZERAIS - SAINTE-GENEVIEVE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3492

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/01/2013 par la SCEA DU CHEMIN DE LA FONTAINE (Mesdames GIGLEUX Marie-Odile – Céline – Hélène et Anne) à SAINTE GENEVIEVE concernant 182,66 ha situés à LOISY - SAIZERAIS et SAINTE GENEVIEVE ; la motivation et le résultat étant la création de la SCEA DU CHEMIN DE LA FONTAINE et l'intégration de

Melle GIGLEUX Céline qui n'a pas la capacité professionnelle.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : La SCEA DU CHEMIN DE LA FONTAINE, composée de Mesdames GIGLEUX Marie-Odile et Céline (associées exploitantes) et de Hélène et Anne (associées non exploitantes), est autorisée à exploiter 182,66 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DU CHEMIN DE LA FONTAINE (Mesdames GIGLEUX Marie-Odile et Céline (associées exploitantes) et de Hélène et Anne (associées non exploitantes). Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressées Mesdames GIGLEUX Marie-Odile et Céline (associées exploitantes) et de Hélène et Anne (associées non exploitantes), au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de LOISY - SAIZERAIS et SAINTE GENEVIEVE pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 045 du 20 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à XURES - ARRACOURT - JOLIVET - JUVRECOURT – COINCOURT - RECHICOURT-LA-PETITE – BEZANGE-LA-PETITE – HANNOCOURT - MONCOURT – PREVOCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3498

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/01/2013 par le GAEC DU FROID PERTUIS (Messieurs Madame GUILLAUMONT Clément - Philippe et Isabelle) à RECHICOURT LA PETITE concernant 365,69 ha situés à XURES - ARRACOURT - JOLIVET - JUVRECOURT - COINCOURT - RECHICOURT LA PETITE – BEZANGE LA PETITE(57) – HANNOCOURT(57) – MONCOURT(57) et PREVOCOURT(57) ; la motivation et le résultat étant la création du GAEC DU FROID PERTUIS suite à regroupement de 3 exploitations individuelles familiales,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 14/02/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DU FROID PERTUIS, composé de Messieurs Madame GUILLAUMONT Clément - Philippe et Isabelle, est autorisé à exploiter 365,69 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU FROID PERTUIS (Messieurs Madame GUILLAUMONT Clément - Philippe et Isabelle).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs Madame GUILLAUMONT Clément - Philippe et Isabelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de XURES - ARRACOURT - JOLIVET - JUVRECOURT - COINCOURT - RECHICOURT LA PETITE - BEZANGE LA PETITE(57) – HANNOCOURT(57) – MONCOURT(57) et PREVOCOURT(57) pour affichage.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 047 du 20 février 2013 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à CONFLANS-EN-JARNISY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3430

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-16, R312-1, R313-1 à R313-12 et R330-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n°2006-11 du 5 janvier 2006 d'Orientation Agricole,

VU le décret n°2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L.331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n°2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/11/2012 par Monsieur BOULANGER Eric (EARL DES COLOMBES) à BONCOURT concernant 17,17 ha situés à CONFLANS EN JARNISY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
CONSIDERANT qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation du GAEC DE SPAILMAIL à CONFLANS EN JARNISY,
CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,
SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par l'EARL DES COLOMBES, composé de Monsieur BOULANGER Eric, portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par le GAEC DE SPAILMAIL à CONFLANS EN JARNISY.

Article 2 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.
Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 048 du 20 février 2013 portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à CONFLANS-EN-JARNISY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3469

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-16, R312-1, R313-1 à R313-12 et R330-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n°2006-11 du 5 janvier 2006 d'Orientation Agricole,
VU le décret n°2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L.331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n°2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/01/2013 par Messieurs Madame CHARLIER Gérard - Evelyne et Jimmy (GAEC DE SPAILMAIL) à BONCOURT concernant 18,78 ha situés à CONFLANS EN JARNISY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de M. CHARLIER Franck,
CONSIDERANT qu'il existe plusieurs demandes pour reprendre l'exploitation du GAEC de SPAILMAIL à CONFLANS EN JARNISY,
CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,
SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le GAEC DE SPAILMAIL, composé de Messieurs Madame CHARLIER Gérard - Evelyne et Jimmy, portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par le GAEC de SPAILMAIL à CONFLANS EN JARNISY.

Article 2 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.
Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/062 du 25 février 2013 portant dissolution de l'association foncière de VALHEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral du 12 février 1973 portant institution d'une association foncière dans la commune de VALHEY ;

VU la délibération du 03 avril 2012 du bureau de l'association foncière de VALHEY décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;
VU la délibération du 10 avril 2012 du conseil municipal de VALHEY acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;
VU l'acte administratif publié aux hypothèques de LUNÉVILLE le 23 octobre 2012 ;
CONSTATANT que l'association foncière de VALHEY n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;
Sur proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'association foncière de VALHEY est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de VALHEY est transféré à la commune de VALHEY qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de VALHEY sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de VALHEY.

Article 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de VALHEY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 25 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Copie à :

- Monsieur le président de la chambre d'agriculture.

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 477 du 26 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY-LES-BELLES – AUTREVILLE – HARMONVILLE - PUNEROT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3439

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/11/2012 par l'EARL DE LA BESACE (M. JOYEUX Jean-Noël) à BARISEY LA COTE concernant 167,29 ha situés à COLOMBEY LES BELLES – AUTREVILLE – HARMONVILLE et PUNEROT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement suite à l'intégration de M. BOULANGE Gabriel à HARMONVILLE,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 11/12/2012 sur la demande précitée,
VU l'avis favorable du préfet des Vosges en date du 15 février 2013,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DE LA BESACE, composé de M. JOYEUX Jean-Noël, est autorisé à exploiter 167,29 ha, conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA BESACE (M. JOYEUX Jean-Noël).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. JOYEUX Jean-Noël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COLOMBEY LES BELLES – AUTREVILLE – HARMONVILLE et PUNEROT pour affichage.

Nancy, le 26 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 478 du 26 février 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à JEVONCOURT - MARAINVILLE-SUR-MADON — Demande d'autorisation d'exploiter n° 3427

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
 VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
 VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/11/2012 par le GAEC de la TALIERE (MM. MARCHAL Christian - Alain et SIMON Julien) à BRALLEVILLE concernant 38,38 ha situés à JEVONCOURT et MARAINVILLE SUR MADON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
 VU l'absence de demande concurrente,
 VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 11/12/2012 sur la demande précitée,
 VU l'avis favorable du préfet des Vosges en date du 15 février 2013,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC de la TALIERE, composé de MM. MARCHAL Christian - Alain et SIMON Julien, est autorisé à exploiter 38,38 ha (JEVONCOURT parcelles ZA 0064 - 0065 - ZC 0009 - 0025AJ/AK - ZO 0064 - ZB 0075 - MARAINVILLE SUR MADON parcelles ZC 0023 - 0024 - 0025) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la TALIERE (MM. MARCHAL Christian - Alain et SIMON Julien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM. MARCHAL Christian - Alain et SIMON Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JEVONCOURT et MARAINVILLE SUR MADON pour affichage.

Nancy, le 26 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental des Territoires,
 Pour le Directeur Départemental,
 Le Directeur Adjoint,
 Marc MENEHIN

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX.

Unité forêt chasse

Arrêté n° 078/2013 du 27 février 2013 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de NEUVILLER-LÈS-BADONVILLER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 211-1, L 214-3 et R 214-1 à R 214-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires et l'arrêté n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Neuviller-lès-Badonviller en date du 11 décembre 2012 demandant l'application du régime forestier aux parcelles cadastrales section A n° 209 et 210, territoire communal de Neuviller-lès-Badonviller ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 21 février 2013 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Neuviller-lès-Badonviller	Neuviller-lès-Badonviller	Haie de Maupré	A	209	0 ha 27 a 35
		Haie de Maupré	A	210	0 ha 08 a 45
Total					0 ha 35 a 80

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Neuviller-lès-Badonviller.

Nancy, le 27 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental,
 Le Chef du Service Agriculture Forêt Chasse,
 Philippe SCHOTT

Arrêté n° 080/2013 du 27 février 2013 prononçant une distraction du régime forestier - Territoire communal de BIONVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 211-1, L 214-3 et R 214-1 à R 214-8 ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires et l'arrêté n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
 VU la délibération du conseil municipal de la commune de Luvigny en date du 14 décembre 2012 demandant la distraction du régime forestier de la parcelle cadastrale section A n° 24, territoire communal de Bionville ;
 VU le plan des lieux ;
 VU l'avis favorable du directeur de l'agence Vosges-Montagne de l'office national des forêts en date du 13 février 2013 ;
 SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait distraction du régime forestier de la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Luvigny	Bionville	Ban Lemoine	A	24	0 ha 02 a 89
Total					0 ha 02 a 89

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence Vosges-Montagne de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée aux maires de Bionville et de Luvigny.
 Nancy, le 27 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental,
 Le Chef du Service Agriculture Forêt Chasse,
 Philippe SCHOTT

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE**Arrêté DDT-PECHE 2013/01 du 29 janvier 2013 instituant des réserves de pêche en 2013 sur la Meurthe et la Vezouze**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L. 436-12, R. 436-73 et R. 436-74 ;
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;
 VU la demande du président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « La Carache Lunévilloise » ;
 VU la nécessité de protection du poisson pendant sa reproduction ;
 VU l'avis du président de la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'avis du chef du service départemental de l'ONEMA ;
 VU l'avis du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Afin de préserver les frayères naturelles, toute pêche est interdite du 1er février 2013 au 30 avril 2013 sur les tronçons de cours d'eau suivants :

Rivière La Meurthe

Commune de SAINT-CLEMENT :

La reculée de l'ancienne rivière en amont de l'ancien pont sur 350 m environ

La reculée « Le Gréhachot »

Commune de CHENEVIERES :

La reculée du « Grand Paquis »

La reculée aval du seuil fixe du canal des papeteries de Navarre

Commune de LUNEVILLE :

Les reculees « Popard » au lieu-dit Les Grands Moulins

Commune de MONCEL-LES- LUNEVILLE :

Les reculees de la ferme de la Petite Pologne de chaque côté de la RN 333 (déviation RN4)

La reculée dite du « Pilot de l'Orme » (amont de l'embouchure du ruisseau du Mississippi)

Commune de MONT-SUR-MEURTHE :

La reculée du « Bois le Duc »

Commune de DAMELEVIERES :

La reculée dite « Le Plain »

Rivière La Vezouze

La commune de CROISMARE :

La reculée en amont du Pont de CROISMARE

Article 2 : Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L. 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, les maires de CROISMARE, SAINT-CLEMENT, CHENEVIERES, LUNEVILLE, MONCEL-LES-LUNEVILLE, MONT-SUR-MEURTHE, DAMELEVIERES, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires et le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
- président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « LA CARACHE LUNEVILLOISE ».

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans les mairies citées à l'article 4 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 29 janvier 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service de Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

Arrêté N° 54-2013-00004 du 7 février 2013 portant opposition à déclaration au titre de l'article I 214-3 du code de l'environnement concernant la création d'une réserve incendie par plan d'eau à VACQUEVILLE - Commune de VACQUEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 214-3 II 2° alinéa ;
VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 14/01/2013, présenté par la COMMUNE DE VACQUEVILLE représenté par Monsieur LARDIN Jean Marie, Maire de la Commune de Vacqueville, enregistré sous le n° 54-2013-00004 et relatif à LA CREATION D'UNE RESERVE INCENDIE PAR PLAN D'EAU A VACQUEVILLE ;
VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet et comprenant notamment :
- identification du demandeur ;
- localisation du projet ;
- présentation et principales caractéristiques du projet ;
- rubriques de la nomenclature concernées ;
- document d'incidences ;
- moyens de surveillance et d'intervention ;
- éléments graphiques ;
VU le courrier du SDIS de Meurthe et Moselle du 7 décembre 2012, demandant à la Commune de Vacqueville de compléter la Défense Extérieure Contre l'Incendie de la commune ;
VU l'avis de l'ONEMA (office national de l'eau et des milieux aquatiques), du 25 janvier 2013, défavorable ;
CONSIDERANT que pour la réalisation de son projet la Commune de Vacqueville détruirait près de 6500 m2 de zone humide ;
CONSIDERANT que le SDAGE préconise de stopper la dégradation et la disparition des zones humides (T3 O7-4.2 D4) ;
CONSIDERANT que le volume d'eau nécessaire pour compléter la Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Commune de Vacqueville est de 120 m3, un plan d'eau d'une surface inférieure à 1000 m2 pourrait convenir à la demande du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Opposition à déclaration

En application de l'article L 214-3, II 2° paragraphe du code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration présentée par la Commune de VACQUEVILLE représentée par Monsieur LARDIN Jean Marie, Maire de la Commune de Vacqueville :

LA CREATION D'UNE RESERVE INCENDIE PAR PLAN D'EAU A VACQUEVILLE

Article 2 - Voies et délais de recours

A peine d'irrecevabilité de tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de 2 mois suivant la notification de celle-ci, saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R. 214.36 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision de rejet du projet.

Article 3 - Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de VACQUEVILLE, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de VACQUEVILLE, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef de service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 7 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté SEEB-NBP-2013/04 du 15 février 2013 portant autorisation de transport et d'exposition de spécimens naturalisés d'espèces animales non domestiques

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1, L. 411-2 et R. 411-6 à R. 411-14 ;
VU l'arrêté ministériel en date du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4ème de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
VU les demandes du Muséum Aquarium de Nancy en date du 22/01/2013 et du 24/01/2013 ;
CONSIDÉRANT que l'objectif pédagogique des expositions sollicitées s'intègre dans le cadre de la sensibilisation du public pour les thématiques suivantes :
- Faune urbaine au travers de l'exposition « le faucon pèlerin, roi du ciel nancéen » ;

- Avifaune sur le domaine de Lindres ;
 - Développement durable à Heillecourt ;
 SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : objet de l'autorisation

Le Museum Aquarium de Nancy, 34 rue Sainte-Catherine, 54000 Nancy, est autorisé à transporter et exposer les spécimens morts listés dans le tableau suivant, selon les prescriptions édictées à l'article 2 :

Nom scientifique de l'espèce	Nom commun	Précision (Nombre)	Date de l'exposition	Lieu de l'exposition
<i>Sciurus vulgaris</i>	Ecureuil roux	1	18 mars au 5 avril 2013	Mairie 58, grande rue BP 30002 54181 HEILLECOURT Cedex
<i>Falco tinnunculus</i>	Faucon crécerelle	1	6 avril au 28 septembre 2013	Espace animalier de la Pépinière Parc de la pépinière 54000 Nancy
<i>Parus major</i>	Mésange charbonnière	1		
<i>Accipiter nisus</i>	Epervier d'Europe	1		
<i>Falco peregrinus</i>	Faucon pèlerin	1		
<i>Podiceps cristatus</i>	Grèbe huppé	1	3 avril au 31 octobre 2013	Domaine de Lindre 67, rue Principale 57260 LINDRE BASSE
<i>Botaurus stellaris</i>	Butor étoilé	1		
<i>Mergus merganser</i>	Harle bièvre	1		
<i>Pandion haliaetus</i>	Balbuzard pêcheur	1		
<i>Corvus monedula</i>	Choucas des tours	1		
<i>Phalacrocorax carbo</i>	Grand cormoran	1		
<i>Gavia stellata</i>	Plongeon catmarin	1		

Article 2 : prescriptions

Un numéro d'inventaire doit être porté sur le spécimen de façon apparente et définitive.

La présentation doit intégrer les informations minimales suivantes :

- Les noms d'espèce scientifiques et vernaculaires des spécimens exposés ;
- Leur statut juridique ;

Article 3 : exécution

M. le Secrétaire Général de la préfecture, M. le Directeur Départemental des Territoires, M. le Chef du service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à son bénéficiaire, et dont un exemplaire sera affiché par son bénéficiaire à l'entrée des différentes expositions.

Nancy, le 15 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Chef du Service Environnement, Eau, Biodiversité,
 Jean-Luc JANEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

SOLIDARITE - INSERTION

Arrêté n° DDCS/SI/2013-4 du 21 février 2013 portant agrément au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale de l'association « MOSAIQUE » à LAXOU (54320)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément,

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la demande d'agrément du 26 octobre 2012, déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association « MOSAIQUE » dont le siège est situé à LAXOU (54320), 13 rue Jacquot-Defrance, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale, l'activité suivante :

- la gestion de résidence sociale,

CONSIDERANT la capacité de l'association « MOSAIQUE » à exercer l'activité de gestion de résidence sociale, objet du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de la Fédération de l'Arche en France à laquelle elle est affiliée,

SUR PROPOSITION de la Directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale est accordé à l'association « MOSAIQUE » pour exercer l'activité suivante :

- la gestion de résidence sociale.

Article 2 : L'association « MOSAIQUE » est agréée pour l'exercice de l'activité mentionnée à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'association « MOSAIQUE » est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu de l'activité visée par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation. Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'association « MOSAIQUE ».

Nancy, le 21 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT

Arrêté n° 6/DDCS en date du 28 février 2013 portant agrément des associations jeunesse et éducation populaire

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2001.624 du 17/07/2001 Art. 8 ;

VU le décret n° 2002.571 du 22/04/2002 Art. 6 ;

VU le décret n° 2006-665 du 07/06/2006 ;

VU le décret n° 2006-672 du 08/06/2006 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16/10/2006 portant création du Conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative et des formations spécialisées ;

VU l'avis émis par la formation spécialisée « agrément Jeunesse et éducation populaire » en sa séance du 13 février 2013 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.46 du 18 septembre 2012 accordant signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale ;

SUR proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle sont agréées comme associations de Jeunesse et d'Education Populaire et sont affectées des numéros d'agrément suivants :

- JEUNESSE AU PLEIN AIR (JPA) - n° 54-2507

49 rue Isabey

CS 85221

54052 NANCY Cedex

- FOYER RURAL LES LOUPS – LUPCOURT - n° 54-2508

Mairie

14 Grande Rue

54210 LUPCOURT

- SOLIDARITES NATIONALES ET INTERNATIONALES - n° 54-2509

03 rue des Carmes

54700 PONT-A-MOUSSON

Article 2 : La Directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
Sabine DUBOIS LE PAN

Arrêté en date du 5 mars 2013 concernant l'agrément des associations sportives

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, et notamment son article 10,

VU le décret n° 2002-488 du 9 avril 2002 relatif à l'agrément des groupements sportifs et des fédérations sportives,

VU l'Arrêté Préfectoral N° 12.BI.46 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

- 54S1935 FOOTBALL

ENTENTE SPORTIVE VILLERUPT-THIL

47, avenue de la Libération

54190 VILLERUPT

- 54S1936 SAVATE BOXE FRANCAISE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

FIGHT CLUB JOEUF/MONT-SAINT-MARTIN

1, rue du stade – sous-sol de la piscine

54240 JOEUF

- 54S1937 HANDBALL

ASSOCIATION SPORTIVE DES COMMUNES DU BAYONNAIS HANDBALL

Mairie – 15, rue de la Mairie

54290 BAYON

- 54S1938 DANSE – FFEPGV
ASSOCIATION KDANSE ET GYM TONIC
Mairie – 15, rue de la Mairie
54290 BAYON
- 54S1939 TENNIS DE TABLE
TENNIS DE TABLE – ESSEY-LES-NANCY
Maison des Associations
1 Basses Ruelles
54270 ESSEY LES NANCY
- 54S1940 ETUDES ET SPORTS SOUS-MARINS
ASSOCIATION ABYSS 54
11, rue Jean Zay
54510 TOMBLAINE
- 54S1941 HANDISPORT
CLUB HANDISPORT DE LUDRES
Mairie – 1, place Ferri de Ludres
54710 LUDRES
- 54S1942 TENNIS
TENNIS CLUB CAMPUSSIEN
Mairie
54280 CHAMPENOUX
- 54S1943 KARATE
KARATE DO SHOTOKAI NANCY
9, chemin de la Croix de la Vanne
54460 AINGERAY

Article 2 : La directrice départementale de la cohésion sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 mars 2013

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
Sabine DUBOIS LE PAN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

SANTE ET PROTECTION ANIMALES

Arrêté n° 13-DDPP-11 du 4 février 2013 attribuant l'habilitation sanitaire à Dr Gaëlle BEGUE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33.
VU le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1er août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;
VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11,BI84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle
VU la demande présentée par Dr Gaëlle BEGUE née le 15/12/1983 et domiciliée professionnellement au 95 rue des Mazurots 54710 LUDRES ;
CONSIDÉRANT que Dr Gaëlle BEGUE remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;
SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribué pour une durée de cinq ans à Dr Gaëlle BEGUE docteur vétérinaire administrativement domiciliée au 95 rue des mazurots - 54710 LUDRES.

Article 2 : Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

Article 3 : Dr Gaëlle BEGUE s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 : Dr Gaëlle BEGUE pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Meurthe-et-Moselle dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Malzéville, le 4 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale de la Protection des Populations et par délégation,
Le Chef de Service Santé, Protection Animale et Environnement,
Dr Eric MOGET

Arrêté n° 13-DDPP-16 du 15 février 2013 attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Amélie TROLONG (annule et remplace l'arrêté préfectoral n°13-DDPP-04 du 15 janvier 2013)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33.
VU le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1er août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;
VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11,BI84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle
VU la demande présentée par Madame Amélie TROLONG née le 23/11/1985 et domiciliée professionnellement au 43 grande rue 54210 TONNOY ;
CONSIDÉRANT que Madame Amélie TROLONG remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;
SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Madame Amélie TROLONG, docteur vétérinaire administrativement domiciliée au 43 grande rue 54210 TONNOY, pour son exercice dans les départements de Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse, Vosges et Bas Rhin.

Article 2 : Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

Article 3 : Madame Amélie TROLONG s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 : Madame Amélie TROLONG pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Meurthe-et-Moselle dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Malzéville, le 15 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale de la Protection des Populations et par délégation,

Le Chef de Service Santé, Protection Animale et Environnement,

Dr Eric MOGET

Arrêté n° 13-DDPP-17 du 15 février 2013 attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Marion DICOP (annule et remplace l'arrêté préfectoral n°13-DDPP-05 du 15 janvier 2013)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33.
VU le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1er août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;
VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11,BI84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle
VU la demande présentée par Madame Marion DICOP née le 06/03/1986 et domiciliée professionnellement au 43 grande rue 54210 TONNOY ;
CONSIDÉRANT que Madame Marion DICOP remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;
SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribué pour une durée de cinq ans à Madame Marion DICOP docteur vétérinaire administrativement domiciliée au 43 grande rue 54210 TONNOY, pour son exercice dans les départements de Meurthe-et-Moselle, Moselle, Vosges, Meuse et Bas-Rhin.

Article 2 : Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

Article 3 : Madame Marion DICOP s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 : Madame Marion DICOP pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Meurthe-et-Moselle dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Malzéville, le 15 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale de la Protection des Populations et par délégation,

Le Chef de Service Santé, Protection Animale et Environnement,

Dr Eric MOGET

Arrêté n° 13-DDPP-18 du 15 février 2013 attribuant l'habilitation sanitaire à Dr Emmanuel MWISENEZA (annule et remplace l'arrêté préfectoral n° 13-DDPP-10 du 4 février 2013)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33.
VU le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1er août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;
VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11,BI84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle
VU la demande présentée par Dr Emmanuel MWISENEZA né le 14/10/1973 et domicilié professionnellement au 24 rue Lucien Michel 54560 AUDUN LE ROMAN ;
CONSIDÉRANT que Dr Emmanuel MWISENEZA remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;
SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Dr Emmanuel MWISENEZA, docteur vétérinaire administrativement domiciliée au 24 rue Lucien Michel 54560 AUDUN LE ROMAN, pour son exercice dans les départements de Meurthe-et-Moselle, Moselle et Meuse.

Article 2 : Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

Article 3 : Dr Emmanuel MWISENEZA s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 : Dr Emmanuel MWISENEZA pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Meurthe-et-Moselle dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Malzéville, le 15 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale de la Protection des Populations et par délégation,
Le Chef de Service Santé, Protection Animale et Environnement,
Dr Eric MOGET

Arrêté n° 13-DDPP-21 du 26 février 2013 attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Marjorie TURLIN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33.
VU le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1er août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;
VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11,BI84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle
VU la demande présentée par Madame Marjorie TURLIN née le 24/02/1987 et domiciliée professionnellement au 3 ruelle de la Vezouze 54300 LUNEVILLE;
CONSIDÉRANT que Madame Marjorie TURLIN remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;
SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Madame Marjorie TURLIN, docteur vétérinaire administrativement domiciliée au 3 ruelle de la Vezouze 54300 LUNEVILLE, pour son exercice dans les départements de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

Article 3 : Madame Marjorie TURLIN s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 : Madame Marjorie TURLIN pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Meurthe-et-Moselle dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Malzéville, le 26 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale de la Protection des Populations et par délégation,
Le Chef de Service Santé, Protection Animale et Environnement,
Dr Eric MOGET

DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté du 21 février 2013 portant fermeture au 1er septembre 2013 du collège Henriette Godfroy à Herserange et du collège des Trois Frontières à Longlaville et création au 1er septembre 2013 du collège de Longlaville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'éducation et notamment ses articles L213-1 et suivants et L421-1,
VU les articles 29 et suivants de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 modifiée d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements,
VU l'avis du 19 novembre 2012 du conseil d'administration du collège des trois frontières à Longlaville,
VU l'avis du 20 novembre 2012 du conseil d'administration du collège Henriette Godfroy à Herserange,
VU l'avis du 26 novembre 2012 du conseil départemental de l'éducation nationale,
VU la délibération du 10 décembre 2012 du Conseil général de la Meurthe-et-Moselle autorisant le président du Conseil général à demander au préfet de prendre les arrêtés :

- De fermeture du collège Henriette Godfroy à Herserange et du collège des trois frontières à Longlaville d'une part,
- De création d'un nouveau collège, sur le site de l'actuel, à Longlaville d'autre part,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le collège Henriette Godfroy à Herserange est fermé au 1er septembre 2013.

Article 2 : Le collège des trois frontières à Longlaville est fermé au 1er septembre 2013.

Article 3 : Le collège de Longlaville est créé au 1er septembre 2013 suite à la fermeture du collège Henriette Godfroy à Herserange et à la fermeture du collège des trois frontières à Longlaville. Le nouveau collège est sis au 1 rue du Stade 54810 Longlaville et prend le numéro "UAI" 0541578x.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle, la rectrice de l'académie de Nancy-Metz, chancelière des universités de Lorraine, le directeur académique des services de l'Education nationale, directeur des services départementaux de l'Education nationale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 février 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES

Délégation de signature 2013-03-04-1 du 4 mars 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation principale à Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, pour signer en son nom et place toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Et donne délégation secondaire à Monsieur Ahmed EL BAHRI, directeur adjoint, directeur des finances, et à Madame Diane PETTER, directeur adjoint, directrice des ressources humaines, pour signer en son nom et place, en cas d'empêchement de Madame TOUSSAINT, toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Article 2 : Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Eliane TOUSSAINT
- Ahmed EL BAHRI
- Diane PETTER

Délégation de signature 2013-03-04-2 du 4 mars 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation générale à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, directeur adjoint, directeur des finances, pour signer en son nom et place l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au comptable de l'établissement.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur EL-BAHRI pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par Madame Maud FERRIER, directeur adjoint, directrice de la facturation par intérim, ou par Madame Diane PETTER, directeur adjoint, directrice des ressources humaines, ou par Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe.

Article 3 : La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures de mandatement et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

Article 5 : La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Eliane TOUSSAINT
- Ahmed EL-BAHRI
- Maud FERRIER
- Diane PETTER

Délégation de signature 2013-03-04-3 du 4 mars 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Eliane TOUSSAINT, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
 - confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
 - sanction disciplinaire,
- concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux Articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, directeur adjoint, directrice des ressources humaines, et à Monsieur Philippe BOUC, directeur adjoint des ressources humaines pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Article 3 : En l'absence de Madame Diane PETTER, et de Monsieur Philippe BOUC, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Eliane TOUSSAINT.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Monsieur Philippe BOUC
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Florent CAVELIER
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Ahmed EL-BAHRI
- Madame Maud FERRIER
- Monsieur Jérôme GOEMINNE
- Madame Clémence MAINPIN
- Madame Diane PETTER
- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX
- Madame Aurélie PRETAT
- Madame Liliane ROUX
- Madame Julie THUILLEAUX
- Madame Françoise de TOMMASO
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER
- Madame Isabelle VIRION
- Monsieur Philippe WERNERT

b) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux notateurs N1, N2 et N3 listés sur le Portail sécurisé INTRANET du CHU de Nancy/page 2 applications sécurisées/entretiens annuels. Dans ce cadre strict, une délégation de signature leur est accordée à ce titre et découle uniquement de ce dispositif.

c) à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels

aux directeurs des soins et aux cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux directeurs des soins et cadres supérieurs de santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Madame Sabine LARDIN pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lorraine
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de Puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

Article 7 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Judith VARIN, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Françoise ABEL et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur FOURMENTEZ Arnaud, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 8 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur adjoint, et à Madame Eliane TOUSSAINT.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 9 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 10 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 11 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature (engagement des dépenses) :

- Eliane TOUSSAINT
- Diane PETTER
- Philippe BOUC

Délégation de signature 2013-03-04-4 du 4 mars 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Madame Diane PETTER, directeur adjoint, directrice des affaires médicales par intérim, pour signer en ses nom et place toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)
- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)
- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- praticiens attachés et praticiens attachés associés, praticiens contractuels et praticiens adjoints contractuels (y compris les contrats de recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH), praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD et Grégoire RICHARD, attachées d'administration hospitalière, et à Stephan APPARU et Dominique RICETTI, adjoints des cadres hospitaliers, pour signer l'ensemble de ces pièces administratives relatives au personnel médical.

Article 2 : Donne délégation à Madame PETTER pour signer en ses nom et place les assignations des personnels médicaux, ainsi que des internes et faisant fonction d'internes, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Grégoire RICHARD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour signer ces assignations des personnels médicaux, ainsi que des internes et faisant fonction d'internes, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Article 3 : Donne délégation principale à Madame PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la direction des affaires médicales, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée au bénéficiaire de la délégation : elle est également communiquée au comptable du CHU.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Grégoire RICHARD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour ces mêmes comptes, en terme d'engagement et de liquidations de dépenses.

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la direction des affaires financières,
- de rendre compte mensuellement à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Diane PETTER
- Grégoire RICHARD
- Aurore MALGRAS
- Chantal BRUNAUD
- Stephan APPARU
- Dominique RICETTI

Délégation de signature 2013-03-04-5 du 4 mars 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,
VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation principale à Monsieur Jacques DUDREUILH, directeur des Services Techniques, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Services Techniques, en terme d'engagement et de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée à :

- M. Mickaël DUWOYE
- M. Richard PEREZ
- M. Jean-Louis PEROT

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 3 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation :

- Jacques DUDREUILH
- Mickaël DUWOYE
- Richard PEREZ
- Jean-Louis PEROT

Délégation de signature 2013-03-04-6 du 4 mars 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Madame Aurélie PRETAT, directrice des Affaires Juridiques, pour signer en son nom et place toutes pièces administratives relatives aux affaires juridiques de l'établissement.

Article 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

La bénéficiaire de la délégation de signature :

- Aurélie PRETAT

Délégation de signature 2013-03-04-7 du 4 mars 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

VU le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Monsieur Philippe WERNERT, directeur adjoint, à Mesdames Maud FERRIER, Liliane ROUX, Julie THUILLEAUX et Isabelle VIRION, directrices adjointes, à Madame Annie HOEFFEL et Monsieur Patrick MILLET, attachés d'administration hospitalière, à Monsieur Gérard PETIT et Monsieur Patrice VELLE, adjoints des cadres et à Madame Magali BASTIEN, faisant fonction d'adjoint des cadres, pour signer en son nom et place tous les documents administratifs relatifs aux soins sans consentement en psychiatrie, dans le cadre de la loi du 5 juillet 2011.

Article 2 : Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à l'ensemble des personnels de direction, agissant dans le cadre des gardes de direction qu'ils assurent conformément aux tableaux de garde arrêtés par la directrice générale par intérim.

Article 3 : La présente délégation prend effet à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Philippe WERNERT
- Maud FERRIER
- Liliane ROUX
- Julie THUILLEAUX
- Isabelle VIRION
- Annie HOEFFEL
- Patrick MILLET
- Gérard PETIT
- Magali BASTIEN
- Patrice VELLE

Délégation de signature 2013-03-04-8 du 4 mars 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Monsieur Mickaël DUWOYE, directeur adjoint, directeur des Services Economiques, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution de l'ensemble des marchés publics (marchés à procédure adaptée et à procédure formalisée), et en son absence pour congés, à Madame Françoise DE TOMMASO, directrice adjointe des services économiques et, pour les marchés de services relevant de l'article 30 du Code des Marchés Publics, à Madame Diane PETTER, directrice des ressources humaines et à Monsieur Philippe BOUC, directeur adjoint des ressources humaines.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- Mme Sophie DAHMANE, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Gabrielle GAUDAIRE, Ingénieur Biomédical, coordinatrice de la fonction achat
- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des affaires générales.
- Mme Marine COATLEVEN, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des achats hôteliers et des approvisionnements et référente Uni-HA.

Article 2 : Donne délégation principale à Monsieur Mickaël DUWOYE, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Services Economiques, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses et, en son absence pour congés, à Madame Françoise DE TOMMASO, Directrice adjointe aux services économiques.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des affaires générales.
- Mme Marine COATLEVEN, Attachée d'Administration Hospitalière chargée des achats hôteliers et des approvisionnements et référente Uni-HA.

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'ils encadrent, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur Acheteur sur le secteur des achats de laboratoires
- M. Julien FABBRO, Ingénieur en charge de la restauration du CHU

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation :

- Mickaël DUWOYE
- Françoise DE TOMMASO
- Diane PETTER
- Philippe BOUC

- Sophie DAHMANE
- Monique ALLENBACH
- Marine COATLEVEN
- Gabrielle GAUDAIRE
- Julien FABBRO
- Yoann MARTIN

Délégation de signature 2013-03-04-9 du 4 mars 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,
VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ, Directrice du système d'information, et en son absence pour congés, à Monsieur Mickaël DUWOYE, Directeur des services économiques, pour le représenter, et signer en son nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives aux opérations suivantes :

★ Appel d'offres et marché à procédure adaptée concernant la Direction du système d'information :

- Etude des offres des candidats
- Etablissement du rapport d'analyse des offres présenté à la Commission de validation des marchés publics

★ Marché négocié concernant la Direction du système d'information :

- Etude des offres et négociation avec les candidats

Article 2 : Après signature des marchés par le directeur général, Madame BASTIEN-KÉRÉ, et, en son absence pour congés, Monsieur Mickaël DUWOYE, ont délégation pour le représenter et signer en son nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives à l'exécution des marchés publics concernant la Direction du système d'information.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics
- de rendre compte à la directrice générale par intérim des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Mickaël DUWOYE

Délégation de signature 2013-03-04-10 du 4 mars 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Monsieur Olivier DUBOSC de PESQUIDOUX, Directeur de la Recherche et de l'Innovation, pour signer en son nom et place toutes pièces administratives, comptables (notamment les factures) et conventionnelles relatives à la gestion de la Direction de la Recherche et de l'Innovation.

Donne délégation secondaire à Monsieur Mehdi SIAGHY, Ingénieur hospitalier, pour l'ensemble des contrats de recherche, en particulier pour l'engagement du CHU en tant que promoteur ou porteur de protocoles de recherche, et pour l'engagement du CHU en tant que participant à un protocole de recherche à travers ses médecins investigateurs.

Article 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances,
- de rendre compte à la directrice générale par intérim des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 3 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de cette délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Olivier DUBOSC de PESQUIDOUX
- Mehdi SIAGHY

Décision du 4 mars 2013 d'habilitation et de délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Paul GASSMANN, Ingénieur Sécurité – Responsable du Département Sécurité

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU l'article n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Monsieur Jean-Paul GASSMANN, Ingénieur Sécurité – Département Sécurité au CHU de Nancy, est habilité à représenter Monsieur le directeur général dans les démarches de dépôt de plaintes auprès des autorités de police et de gendarmerie, au nom du CHU, et à suivre les dossiers concernés.

Dans ce cadre, il reçoit délégation de signature.

Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Le bénéficiaire de la délégation :

- Jean-Paul GASSMANN

Décision du 4 mars 2013 d'habilitation et de délégation de signature en faveur de Monsieur David MARCHAL, Adjoint à l'Ingénieur Sécurité

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU l'article n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Monsieur David MARCHAL, Adjoint à l'Ingénieur Sécurité au CHU de Nancy, est habilité à représenter Monsieur le directeur général dans les démarches de dépôt de plaintes auprès des autorités de police et de gendarmerie, au nom du CHU, et à suivre les dossiers concernés.

Dans ce cadre, il reçoit délégation de signature.

Nancy, le 4 mars 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Le bénéficiaire de la délégation :

- David MARCHAL

Délégation de signature 2013-03-04-13 du 4 mars 2013

Monsieur Bernard DUPONT, Directeur général du CHU de Nancy
et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU la convention de direction commune du 2 novembre 2010 entre le CHU de Nancy et la Maternité Régionale Universitaire,
VU le décret du 18 février 2013, le nommant directeur général du CHU de Nancy,
VU l'arrêté de nomination en date 3 juillet 2012, nommant Monsieur Jérôme GOEMINNE, Directeur Adjoint de la Maternité Régionale à compter du 1er août 2012,
VU l'arrêté de nomination en date du 7 février 2011, nommant Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe à compter du 1er avril 2011 au CHU de Nancy,
VU la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur chef, à la Maternité Régionale de Nancy,

D E C I D E

Article 1er : Délégation principale est donnée à Monsieur Jérôme GOEMINNE, Directeur Adjoint chargé de la Maternité Régionale Universitaire, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 2 : Délégation secondaire est donnée à Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe, en l'absence de Monsieur Bernard DUPONT et de Monsieur Jérôme GOEMINNE pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 3 : Délégation est donnée à Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur Chef, en l'absence de Monsieur Bernard DUPONT, de Monsieur Jérôme GOEMINNE et de Madame Clémence MAINPIN, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire, à l'exception des documents en relation avec ceux dont lui-même ou l'un de ses propres délégataires seraient déjà signataires (Mandatement de factures de travaux ou de commandes des Services techniques en particulier).

Article 4 : Ces délégations principales et secondaires sont assorties de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte des opérations effectuées au chef d'établissement.

Article 5 : Les titulaires de ces délégations ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leurs délégations et, sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation prend effet à compter de sa parution au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Article 7 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet, est rapportée.

Nancy, le 4 mars 2013 en 4 exemplaires originaux

Le Directeur général,
Bernard DUPONT

VU les bénéficiaires de la délégation de signature - émargement :

- Monsieur Jérôme GOEMINNE
- Madame Clémence MAINPIN
- Monsieur Sylvain GROB

